

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF

RAPPORT GENERAL 2007 DU SYSTEME CILSS

VERSION ADOPTEE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES
(Nouakchott, le 18/04/2008)

Avril 2008

SOMMAIRE

<i>ACRONYMES ET PARTICULARISMES LEXICAUX</i>	5
<i>RESUME EXECUTIF</i>	9
<i>I. INTRODUCTION</i>	15
<i>II. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</i>	16
2.1. OBJECTIF DU PROGRAMME.....	16
2.2. STRATEGIE D'INTERVENTION.....	16
2.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007	17
2.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007.....	21
2.5. DIFFICULTES RENCONTREES	37
2.6. LEÇONS A TIRER	37
<i>III. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES</i>	39
3.1. OBJECTIF DU PROGRAMME	39
3.2. STRATEGIE D'INTERVENTION.....	39
3.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007	39
3.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007	42
5.1. DIFFICULTES RENCONTREES	48
5.2. LEÇONS A TIRER.....	48
<i>IV. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LA MAITRISE DE L'EAU</i>	49
4.1. OBJECTIF DU PROGRAMME	49
4.2. STRATEGIE D'INTERVENTION.....	49
4.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007	50
4.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007	52
4.5. DIFFICULTES RENCONTREES	53
4.6. LEÇONS A TIRER	53

V. PILOTAGE ET MANAGEMENT.....	54
5.1. OBJECTIF DU PROGRAMME	54
5.2. STRATEGIE D'INTERVENTION.....	54
5.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007	55
5.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007	62
5.5. SITUATION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE.....	73
5.6. DIFFICULTES RENCONTREES	80
5.7. LEÇONS A TIRER	80
VI. CONCLUSION.....	81

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Etat de réalisation des activités.....	18
Tableau 2 : Activités non prévues et réalisées.....	20
Tableau 3 : Principaux résultats atteints en 2007.....	26
Tableau 4 : Etat de réalisation des activités du PO 2007	40
Tableau 5 : Activités non prévues et réalisées.....	42
Tableau 6 : Principaux résultats atteints en 2007.....	44
Tableau 7 : Etat de réalisation des activités du PO 2007	51
Tableau 8 : Principaux résultats atteints en 2007.....	52
Tableau 9 : Etat de réalisation des activités.....	57
Tableau 10 : Activités non prévues et réalisées	61
Tableau 11 : Principaux résultats atteints en 2007.....	65
Tableau N°12 : Situation des contributions des Etats membres au 31 octobre 2007 (FCFA)	74
Tableau N°13 : Situation des arriérés de contributions des Etats Membres au 31 octobre 2007 (FCFA).....	74
Tableau N°14 : Génération des ressources par site au 31 octobre 2007 (FCFA).....	75
Tableau N°15 : Contributions totales des partenaires au 31 octobre 2007 (FCFA).....	76
Tableau N°16 : Exécution budgétaire consolidée du Système CILSS 31 octobre 2007 (FCFA)	76
Tableau N°17 : Trésorerie consolidée au 31 octobre 2007 (FCFA).....	77
Tableau N°18 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007 du Secrétariat Exécutif	77
Tableau N°19 : Mouvement du personnel durant l'année 2007 du Secrétariat Exécutif	77
Tableau N°20 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007 du Centre régional AGRHYMET	78
Tableau N°21 : Mouvement du personnel durant l'année 2007 du Centre régional AGRHYMET	78
Tableau N°22 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007 de l'INSAH	78
Tableau N°23 : Mouvement du personnel durant l'année 2007.....	78
de l'INSAH.....	78
Tableau N°24 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007 du système CILSS.....	79
Tableau N°25 : Mouvement du personnel durant l'année 2007 du système CILSS....	79

ACRONYMES ET PARTICULARISMES LEXICAUX

ABN	:	Autorité du Bassin du Niger
ACER	:	Adaptation aux changements et enjeux régionaux
ACMAD	:	African Centre for meteorological applications for Development
ACDI	:	Agence Canadienne pour le Développement International
ACP	:	Afrique, Caraïbes, pacifique
ALG	:	Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma
APCAN	:	Appui au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires
APENS	:	Augmentation des précipitations par ensemencement des nuages au Sahel
BAD	:	Banque africaine de développement
BID	:	Banque islamique de développement
CBD	:	Convention sur la biodiversité
CCC	:	Convention cadre sur les changements climatiques
CCD	:	Convention internationale de lutte Contre la Désertification
CEA	:	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	:	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CERPOD	:	Centre d'études et de recherche en population et développement
CGP	:	Cadre général de partenariat
CNA	:	Composante nationale AGRHYMET
CER	:	Comité Exécutif Restreint (du CORESA)
CGRN	:	Gestion concertée en gestion des ressources naturelles
CILSS	:	Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CONACILSS	:	Comité National CILSS
CORAF	:	Conseil ouest et centrafricain pour la recherche et le développement agricoles
CPC	:	Comité des Partenaires du CILSS
CRA	:	Centre Régional AGRHYMET (Niamey)
CORESA	:	Conseil Régional de la Sécurité Alimentaire
CRPS	:	Comité régional de programmation et de suivi
CSAO	:	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
CSP	:	Comité sahélien des pesticides
CSSA	:	Cadre stratégique de Sécurité Alimentaire durable
CTA	:	Centre technique agricole

CTG	:	Comité technique et de gestion
DESS	:	Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DHC-CP	:	Diagnostic hydrique des cultures - Champs pluviométriques
DMN	:	Direction de la météorologie nationale
ERS	:	European Remote Sensing Satellite
FEWS	:	Famine Early Warning System
FAO	:	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	:	Franc de la Communauté financière africaine
FFEM	:	Fonds français pour l'environnement mondial
FRIEND-AOC	:	Flow Regimes from International Experimental and Network Data
FUL	:	Fondation Universitaire Luxembourgeoise
GAR	:	Gestion axée sur les résultats
GIRE	:	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GRN	:	Gestion des Ressources Naturelles
GTZ	:	Office allemand pour la coopération technique
GWP	:	Global Water Partnership
HKI	:	Hellen Keller international
HRPT	:	High Resolution Picture Transmission
HYCOS-AOC	:	Hydrological cycle observing system for West and Central Africa (système d'observation du cycle hydrologique pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale)
IBIMET	:	Institut de Bio-Météorologie du Conseil National des Recherches (Italie)
ICRISAT	:	International Crop Research Institute for Semi Arid Tropics
IFDC	:	Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole
IIMI	:	Ingénieur en instruments et micro-informatique
IITA	:	International Institute of Tropical Agriculture
INRAN	:	Institut National de Recherche Agronomique du Niger
INSAH	:	Institut du Sahel
IPV	:	Ingénieur en protection des végétaux
IA	:	Ingénieur Agro-météorologue
IH	:	Ingénieur hydrologue
IRD	:	Institut de Recherche pour le Développement (ex. ORSTOM)
IREM/LCD	:	Initiative régionale Environnement mondial et lutte contre la désertification
LCD	:	Lutte contre la Désertification
LCD-RPS	:	Lutte contre la désertification pour la réduction de la pauvreté
Lu/Lc	:	Landuse/landcover
MAE	:	Ministère des affaires étrangères
MERS	:	Marché des énergies renouvelables au Sahel
MIFRAC	:	Mission française d'appui au CILSS

MISTOWA	:	Système d'information des marchés et des organisations de commerçants en Afrique de l'Ouest
MP	:	Micro-projet
NDVI	:	Normalized Difference Vegetation Index
NEPAD	:	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NOAA	:	National Oceanographic and Atmospheric Administration
NTIC	:	Nouvelle technologie de l'information et de la communication
OOAS	:	Organisation ouest-africaine de la santé
OHRAOC	:	Observatoire hydrologique régional en Afrique de l'Ouest et centrale
OGM	:	Organisme génétiquement modifié
OIG	:	Organisation intergouvernementale
OMD	:	Objectifs de Développement du Millénaire
OMM	:	Organisation météorologique mondiale
OMVS	:	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
ONG	:	Organisation non gouvernementale
OP	:	Organisation paysanne
OSS	:	Observatoire du Sahara et du Sahel
PAC	:	Politique Agricole Commune de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
PAN/LCD	:	Plan d'Action National de lutte contre la désertification
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PAO	:	Plan d'Action de Ouagadougou (sur la population et le développement)
PASR	:	Plan d'Action Sous régional de la CCD
PCAE	:	Politique Commune d'Amélioration de l'Environnement (espace CEDEAO)
PIREM	:	Plate-forme des Institutions Régionales pour l'Environnement et la Météorologie
PLED	:	Plan national d'énergie domestique
POA	:	Plan d'Opérations annuel
PO	:	Plan d'opérations
PRA	:	Programme Régional d'Appui
PRADPIS	:	Programme régional d'appui au développement de la petite irrigation au Sahel
PRA/MARCHES	:	Programme Régional d'Appui Accès aux Marchés
PRA/ME	:	Programme Régional d'Appui Maîtrise de l'Eau
PRA/SA/LCD/PO P.DEV	:	Programme Régional d'Appui/sécurité Alimentaire/Lutte contre la Désertification/Population-Développement
PREGEC	:	Prévention et gestion des crises alimentaires
PRESAO	:	Prévision climatique saisonnière en Afrique de l'Ouest
PRS	:	Programme régional solaire
PT	:	Programme de travail 2004-2008
PV	:	Protection des végétaux

REDDA	:	Réseau pour l'Environnement et le Développement Durable en Afrique
RESIMAO	:	Réseau des SIM de l'Afrique de l'Ouest
RPCA	:	Réseau de prévention des crises alimentaires
RGPH	:	Recensement général de la population et de l'habitation
ROPPA	:	Réseau des Organisations Paysannes et Producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest
ROSELT	:	Réseau d'Observatoires de surveillance écologique à long terme
SA	:	Sécurité Alimentaire
SAC	:	Système d'analyse conjoncturelle
SAEP	:	Système d'approvisionnement en eau potable
SAP	:	Système d'alerte précoce
SAT	:	Système d'analyse territoriale
SARRA-H	:	Système d'Analyse Régionale des Risques Agro climatiques H
SE	:	Secrétaire exécutif
SEA	:	Secrétaire exécutif adjoint
SED	:	Stratégie énergie domestique
SGBD	:	Système de Gestion des Bases de Données
SIAP	:	Système intégré d'alerte précoce
SIE	:	Système d'information sur l'environnement
SIM	:	Système d'informations sur les marchés
SIG/TDT	:	Système d'information géographique / Télédétection
SISEI	:	Système d'information et de suivi de l'environnement par Internet
SISAS	:	Système d'information sur la sécurité alimentaire au Sahel
SMIAR	:	Système mondial d'information et d'alerte rapide
SNSA	::	Système national de sécurité alimentaire
SOSAR	:	Stratégie Opérationnelle de sécurité alimentaire régionale
SP/CONACILSS	:	Secrétaire Permanent du CONACILSS
SPM	:	Suivi des précipitations par METEOSAT
SR	:	Santé de la reproduction
SVN	:	Suivi de la végétation par NDVI
SVS	:	Suivi de la Vulnérabilité au Sahel
SYSCOA	:	Système comptable ouest-africain
TDR	:	Termes de référence
TSPV	:	Technicien supérieur en protection des végétaux
UAM	:	Unité d'Appui au management
UE	:	Union européenne
UEMOA	:	Union économique et monétaire ouest-africaine
UICN	:	Union mondiale pour la Conservation de la Nature
USAID	:	Agence américaine d'aide au développement
VE/SR	:	Veille environnementale et suivi des risques

Conformément à son plan d'opérations de l'année 2007 et à son programme de travail 2004-2008, le CILSS a conduit un ensemble d'activités et atteint des résultats significatifs dont l'essentiel est répertorié dans le présent rapport.

1. **En ce qui concerne le PRA/SA/LCD/POP/DEV**, les activités ont été menées dans le cadre des thématiques classiques au profit des Etats membres du CILSS : (i) la sécurité alimentaire, (ii) la gestion des ressources naturelles et (iii) les interactions population-développement. En 2007, des efforts importants ont eu lieu pour intégrer les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (non membres du CILSS) dans divers exercices liés aux thématiques ci-dessus citées. Cela rentre dans le cadre du rapprochement entre le CILSS et la CEDEAO, qui fait du CILSS le bras technique de la CEDEAO dans ses domaines de compétence. Par ailleurs, le PRA a concrétisé cette année un partenariat avec le NEPAD, sur les thèmes de la sécurité alimentaire et de la gestion durable des terres.

Les résultats atteints sont estimés à 74% de ceux attendus de l'exécution du plan d'opérations annuel. De façon plus détaillée, les résultats les plus importants sont les suivants :

- ***Pour la sécurité alimentaire***

Au niveau de la prévention et de la gestion des crises alimentaires, les objectifs ont été largement atteints avec l'organisation des concertations traditionnelles d'animation du dispositif régional de veille sur la sécurité alimentaire, d'ateliers nationaux sur la mise en œuvre du bilan alimentaire et du cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risques et populations vulnérables. Ces ateliers qui ont rassemblé une soixantaine de correspondants des Systèmes d'Alerte Précoce de l'ensemble des pays du CILSS et de certains pays côtiers ayant des interactions avec les pays du CILSS, sont des moments forts de renforcement croisé des capacités.

Au niveau de la coordination des politiques régionales en matière de SA, d'importantes avancées ont été faites par la mise en place du Conseil régional de sécurité alimentaire (CORESA) et la validation du tableau de bord des indicateurs de sécurité alimentaire. En 2008 et 2009, le travail se concentrera sur l'appui aux dispositifs de suivi-évaluation et à l'opérationnalisation des stratégies nationales de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, l'atelier de validation du Cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique (CSSAA) s'est tenu. Près de 100 participants des régions

CEDEAO, CENSAD et CEMAC ont travaillé sur ce document élaboré en partenariat avec l'Université du Kwa Zulu Natal. Le CSSAA est le document stratégique élaboré dans le cadre du pilier 3 du programme agricole du NEPAD.

Enfin, le PRA a organisé la tenue des instances du Comité sahélien des pesticides pour 2007. Le CSP a par ailleurs servi de modèle pour la formation d'un comité ouest africain des pesticides, dont la création a été décidée lors d'une réunion ministérielle de la CEDEAO en novembre 2007 à Ouagadougou.

Dans le domaine de la Nutrition, les missions conjointes CILSS/IRD pour faire le point sur le paysage des acteurs et les politiques publiques intervenant dans ce secteur ont été achevées dans l'ensemble des pays du CILSS. Des pools de réflexion multisectoriels (agriculture, santé, statistiques) sur les questions de nutrition sont de plus désormais effectifs dans les trois pays tests sélectionnés pour l'année 2007 (Gambie, Niger et Sénégal). Par ailleurs, des enquêtes sur la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain ont été menées à Ouagadougou. Enfin, un rapport complet d'analyse des causes de la malnutrition au Burkina Faso (2003) au Mali (2001) et au Tchad (2004) a été réalisé par l'INSAH sur la base des Enquêtes Démographie et Santé (EDS) de ces pays. L'ensemble de ces activités sont menées en partenariat avec l'IRD et en collaboration avec l'OOAS.

En ce qui concerne la mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité, trois pays (Burkina, Mali et Niger) ont déjà déroulé cet outil et deux autres (Cap Vert et Sénégal) sont en train de terminer le test.

Pour la campagne agricole 2007/2008, les productions prévisionnelles brutes de céréales pour le Sahel qui sont évaluées à **14 931 000 tonnes (chiffres provisoires)** ont été publiées à l'issue de la rencontre technique régionale tenue à Dakar du 29 au 31 octobre 2007. Les chiffres issus de la concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest tenue du 17 au 21 mars 2008 à Nouakchott donnent une production céréalière brute prévisionnelle 2007/2008 de 48 066 000 tonnes contre 49 121 000 tonnes en 2006/2007 pour l'ensemble des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

▪ ***Pour la gestion des ressources naturelles :***

Au niveau de la coordination des politiques régionales en matière de lutte contre la désertification et gestion des ressources naturelles, on retiendra :

- Un Cadre stratégique de gestion des ressources naturelles (CSGRN) a été élaboré lors d'une retraite inter-sites des experts GRN du CILSS. Ce cadre pourra servir d'intrant pour nourrir la mise en œuvre de l'ECOWEP ;
- Le PRA a accompagné la Sierra Leone et la Guinée Bissau pour la finalisation de leurs PAN/LCD et a appuyé le Burkina, le Niger et le Tchad dans l'opérationnalisation de leurs PAN/LCD ;
- Le PREDAS a appuyé l'élaboration de plans d'action nationaux énergie domestique au Cap Vert, Sénégal et Burkina Faso. Ces plans

- permettront d'opérationnaliser les stratégies nationales énergie domestique (SED) de ces pays ;
- Le comité de suivi de l'élaboration d'une charte foncière pour l'Afrique de l'Ouest et le Tchad a été mis en place ;
- Le PASR/AO a été révisé dans le sens d'une meilleure intégration avec les autres politiques existantes ;

En matière d'appui aux pays pour la mise en œuvre d'actions LCD/GRN pour la réduction de la pauvreté, le PRA a continué à mettre en œuvre deux projets liés à la gestion des ressources naturelles à un niveau décentralisé :

- *Le programme IREM/LCD qui a donné lieu au financement de 33 projets dans les 9 pays membres pour un montant total cumulé d'environ 2 334 000 Euros (1 531 000 000 FCFA), soit 94% du budget alloué aux microprojets. Ces projets sont mis en œuvre par des organisations de la société civile et des organisations de producteurs.*
- *Le Fonds Italie-CILSS, qui a accompagné plus de 300 microprojets portés par les collectivités locales au Sénégal, au Mali, au Burkina et au Niger (590 000 000 FCFA mobilisés au total).*

Les actions mises en œuvre couvrent un vaste champ : foresterie, aménagements anti-érosifs, restauration de pâturages, adductions d'eau, infrastructures socio-économiques de base, activités génératrices de revenus...

▪ ***En matière de population et développement***

Le bilan de la mise à jour des indicateurs démographiques et socio-économiques pour les périodes 2000-2004 et 2005-2007 est partiel. La base de données restructurée est mise en ligne sur Internet de l'INSAH et peut être interrogée par tout utilisateur. Un rapport complet d'analyse des causes de la malnutrition au Burkina Faso (2003) au Mali (2001) et au Tchad (2004) est disponible.

▪ ***Concernant la formation et l'information, domaines transversaux à la GRN, SA et POP DEV***

- Les objectifs et les résultats ont été largement atteints. Toutes les formations programmées ont été réalisées avec de très bons résultats. Pour la première fois de son histoire depuis sa création, le CRA a sorti avec succès 90 ingénieurs et 20 Techniciens Supérieurs.
- Il a également lancé cette année un mastère innovant en gestion concertée des ressources naturelles, qui insiste sur les jeux d'acteurs au niveau décentralisé pour une meilleure gestion des ressources. La première promotion a compté 15 étudiants.
- En matière de formation continue, près de 560 techniciens et brigadiers phytosanitaires ont été formés aux techniques de lutte contre le criquet pèlerin.

2. En ce qui concerne le Programme régional d'appui Accès aux Marchés (PRA/AM)

Au titre des résultats obtenus au cours de l'année 2007, on peut signaler les quatre principaux, à savoir :

- La mise en réseau des SIM nationaux a bien avancé avec l'analyse de leurs besoins, leur équipement en matériels informatiques et logiciels, ainsi que le renforcement de leurs capacités à travers des ateliers de formation. Le lancement d'un bulletin régional de suivi des marchés en Afrique de l'Ouest contribue également à cette mise en réseau qui concerne 8 SIM de la zone CILSS et 4 SIM des pays côtiers.
- La Conférence régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives d'échanges de produits agricoles et alimentaires 2007 s'est tenue à Bamako avec 77 participants représentant les réseaux des opérateurs des filières bétail/viande et céréales, les représentants des SIM nationaux et des opérateurs économiques privés venus de 13 pays de l'espace CEDEAO ;
- L'étude sur les flux transfrontaliers de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest a été présentée et validée lors de l'atelier régional tenu en juin 2007 à Dakar et les méthodes possibles pour leur suivi élaborées en novembre 2007 à Abidjan. Cette étude jette les bases de la mise en place d'un dispositif régional de suivi de ces flux.
- Le PRA a organisé en collaboration avec l'INRA Montpellier et le CERDI un atelier de partage des recherches en court sur l'intégration des marchés des céréales et du bétail en Afrique de l'Ouest, qui a rassemblé 20 chercheurs du Nord et de l'espace CEDEAO à Ouagadougou en octobre 2007.

3. En ce qui concerne le Programme Régional d'Appui sur la maîtrise de l'eau

- En matière d'opérationnalisation de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel, le PRA a poursuivi la mise en place de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel.
- En ce qui concerne le Programme régional Solaire, phase 2 (PRS II) on peut citer l'installation de 500 nouveaux systèmes d'AEP ainsi que la réhabilitation et l'optimisation de 280 anciens systèmes d'AEP.

4. En ce qui concerne le pilotage et le management du système CILSS

L'année 2007 a été marquée par des changements importants au niveau de l'équipe de coordination et de pilotage du système CILSS avec la nomination d'un nouveau Secrétaire Exécutif qui a pris fonction en fin mai 2007. En ce qui concerne la conduite des activités, des résultats positifs ont été enregistrés dans les domaines de la coordination et du pilotage du système CILSS, du développement du partenariat, du dialogue politique avec les Etats membres, des relations avec les autres OIG. Par contre, l'appui aux SP/CONACILSS en vue de renforcer leurs capacités n'a pu être effectif par défaut de financement.

Au niveau de la coordination et du pilotage :

- Les réunions de cabinet, une réunion du Conseil de direction et les réunions mensuelles de coordination se sont tenues au cours desquelles d'importantes décisions ont été prises pour rendre la gestion du système CILSS plus efficace. Un calendrier de préparation des instances (Sommet des chefs d'Etat, instances ordinaires de 2008) a été adopté et mis en œuvre. Les pays membres sont mieux informés des réalisations du CILSS.
- Cinq nouveaux protocoles d'accord de coopération avec des partenaires ont été signés.
- Le CILSS a élaboré des programmes à mettre en œuvre en rapport avec la CEDEAO, l'UEMOA, l'Union africaine, le CORAF, l'ABN et l'OOAS.

Au niveau de la communication :

Les principaux résultats sont :

- La réalisation et la diffusion de brochures et documents pour une meilleure visibilité de l'institution (les acquis du CILSS en matière de LCD/GRN, les réalisations phares du CILSS depuis sa création, etc..).
- La réalisation d'un film sur les filières de formation du CRA et d'un autre sur l'impact des projets IREM-LCD et Fonds Italie-CILSS.

Au niveau de l'administration, des finances et de la comptabilité :

- L'amélioration de la gestion et de l'information financières constatée déjà en 2006 s'est poursuivie en 2007 avec la fourniture dans les délais des rapports techniques et financiers exigés par les conventions de financement ;
- La qualité de la gestion du système CILSS a été réaffirmée lors de l'audit des comptes de l'année 2006.

Au niveau de la gestion des ressources humaines :

On peut citer les résultats suivants :

- Un plan de formation pour tout le système CILSS a été amorcé, prenant en compte les besoins exprimés par le personnel lors des évaluations annuelles ;
- La description des postes et l'élaboration des plans individuels d'opérations ont été effectives pour l'ensemble de l'Institution ;
- Un effort particulier a été fait au niveau de l'évaluation du personnel, notamment en ce qui concerne la formation des cadres à la conduite de cet exercice.

Au niveau de la planification et du suivi-évaluation

Les trois réalisations les plus importantes de l'année ont été les suivantes : (i) Ancrage progressif mais décisif de la culture axée vers les résultats ; (ii) Le contrôle de qualité sur les produits du CILSS et (iii) Le processus avancé de mise en place d'une base de données sur le suivi-évaluation.

I. INTRODUCTION

Le rapport général du système CILSS a pour but de rendre compte de l'exécution des activités approuvées par le Conseil des Ministres et de présenter les résultats et progrès enregistrés. Ce rapport n'est qu'un aperçu des résultats les plus importants, les autres informations pouvant être consultées, soit dans d'autres rapports spécifiques, soit sur le site internet de l'Institution.

L'année 2007 a été marquée par des changements importants au niveau de l'équipe de coordination et de pilotage du système CILSS avec : (i) la nomination d'un nouveau Secrétaire Exécutif qui a pris fonction en fin mai 2007 ; (ii) la nomination du nouveau Directeur Général du Centre régional AGRHYMET.

Le présent rapport présente l'état d'exécution des activités et des résultats obtenus. Il aborde successivement les activités menées et les résultats obtenus par : (i) le Programme régional d'appui Sécurité alimentaire/Lutte contre la désertification/Population-développement, (ii) le Programme régional d'appui Accès aux marchés, (iii) le Programme régional d'appui Maîtrise de l'eau, et enfin (iv) le Pilotage et le management. Pour chacun des quatre domaines, le rapport met l'accent sur l'objectif, la stratégie d'intervention, l'état de réalisation des activités, les principaux résultats atteints, les difficultés rencontrées et les leçons à tirer.

II. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

2.1. OBJECTIF DU PROGRAMME

Les interventions prévues dans le cadre du PRA-SA-LCD-P&D visent à contribuer à l'atteinte de l'objectif spécifique 001 du Programme de travail quinquennal (2004-2008) du système CILSS à savoir « *Les Sahélien(ne)s disposent d'une meilleure sécurité alimentaire et gèrent mieux les ressources naturelles* ».

Trois résultats principaux avec des sous-résultats sont liés à cet objectif majeur et concernent la gestion des ressources naturelles (GRN) et la sécurité alimentaire (SA) à savoir : (i) les productions agro-sylvo-pastorales sont accrues, (ii) les politiques et stratégies en matière de sécurité alimentaire, de gestion des ressources naturelles et de population/développement sont mieux harmonisées et coordonnées, et (iii) les acquis du CILSS en matière de SA, LCD/GRN, et population/développement sont capitalisés, valorisés et diffusés.

2.2. STRATEGIE D'INTERVENTION

Le Programme agit conformément aux principes édictés par le Cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel (CSSA), à savoir :

- le principe de complémentarité et de subsidiarité, du niveau local au niveau national et sous-régional ;
- le principe de participation effective de l'ensemble des acteurs ;
- le principe de responsabilité collective ;
- le principe de transparence et l'obligation de rendre compte (accountability) ;
- le principe de négociation permanente et approfondie entre les acteurs.

Ces différents principes sont une exigence du caractère multidimensionnel et multi-acteurs de la SA et de la GRN ; caractéristiques qui ont été au cœur du processus d'élaboration de la SOSAR et du PASR-AO dont ils ont affecté le contenu, en cherchant à intégrer le mieux possible la complexité des situations d'insécurité alimentaire et de dégradation des terres de manière à construire des réponses réellement appropriées. De ce fait, la mise en œuvre du PRA-SA-LCD-POP-DEV repose sur un dispositif régional souple mais, permettant

d'approfondir la méthode de concertation et de négociation entre États, OIG, acteurs socioprofessionnels et partenaires internationaux.

Cette méthode vise aussi à assurer un partage effectif du pilotage et de la mise en œuvre de ce Programme, sur la base des responsabilités spécifiques des différentes catégories d'acteurs. Il en est de même sur le plan du dispositif de suivi-évaluation dont la conception et la mise en œuvre impliqueront effectivement les différentes catégories d'acteurs.

Ce dialogue, à la fois politique et technique, est par ailleurs un élément essentiel de la méthode développée en matière de rapprochement et de mise en cohérence des politiques sectorielles nationales affectant les conditions de la sécurité alimentaire régionale et de la gestion des ressources naturelles.

Le PRA a développé en 2007 une série de services pour les Etats membres du CILSS, décrits dans le paragraphe suivant.

Il a proposé :

- des activités de formation (avec notamment le lancement d'un nouveau master au Centre régional Agrhymet) ;
- des activités d'information (avec pour centre la série des ateliers du PREGEC) ;
- des projets thématiques multipays en matière de gestion des ressources naturelles (projets IREMLCD, Fond Italie CILSS et PREDAS) ;
- des appuis à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques (en matière de sécurité alimentaire, lutte contre la désertification et énergies domestiques).

2.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007

Les activités ont été, pour la plupart, exécutées conformément au schéma de programmation du plan d'opérations annuel et ce malgré des contraintes dont la faiblesse des fonds alloués à certaines composantes où la mise à disposition tardive des ressources financières. Le tableau N° 1 ci-dessous donne de façon résumée les activités principales qui ont été réalisées durant l'année 2007.

A côté des activités programmées, il y a aussi celles qui ne l'étaient pas mais qui ont quand même été exécutées en raison de leur importance et leur actualité. Elles sont répertoriées au tableau N° 2.

Tableau 1 : Etat de réalisation des activités

N°	Activités principales	Taux de réalisation (%)	Observations
1	Promouvoir des technologies et connaissances favorables au développement des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux.	70 %	
2	Développer des outils d'aide à la décision sur les risques liés aux inter- relations Pop/SA/Santé/ Environnement.	80 %	
3	Promouvoir l'utilisation des intrants agricoles homologués et le développement des filières agroalimentaires.	100 %	
4	Accroître le nombre de cadres et techniciens formés en LCD/GRN, Population/Développement et dans l'adaptation à l'évolution des nouvelles technologies.	90 %	
5	Renforcer les dispositifs nationaux et régionaux de suivi de la campagne agro-pastorale.	100 %	
6	Mettre en place des outils plus performants d'aide à la décision.	90 %	
7	Mettre en place un cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité.	60 %	
9	Aider les pays du Sahel à organiser durablement l'approvisionnement et l'utilisation des énergies domestiques et alternatives.	70%	
10	Elaborer et mettre en œuvre un programme régional sur le pastoralisme.	10 %	
11	Mettre en place un système d'information basé sur le bilan alimentaire.	60 %	
12	Renforcer les capacités de suivi et de gestion des risques liés à l'évolution de l'environnement.	50 %	
13	Appuyer les pays du Sahel dans l'orientation des politiques et des actions LCD pour la réduction de la pauvreté.	80 %	
14	Améliorer le dispositif de concertation de prise de décision et de suivi-évaluation des actions de sortie de crise.	70 %	
16	Appuyer le processus d'élaboration de la charte régionale sur le foncier rural en AO.	40 %	
17	Contribuer à la coordination des politiques régionales en matière de sécurité alimentaires, de LCD/gestion des ressources naturelles et de population/développement (PASR-AO, SOSAR, PAO, CSP, etc.) et à leur S/E.	50 %	
19	Appuyer les Etats dans la mise en œuvre des plans	40 %	

	d'actions relatifs aux différents conventions et traités internationaux.		
20	Vulgariser les acquis du CILSS et des pays en direction des acteurs et utilisateurs.	40 %	
21	Assurer le transfert des systèmes d'information en SA et des outils de suivi en SA, LCD/GRN et Pop-Développement aux autres pays de la sous-région.	60 %	
22	Elargir les programmes de formation et les acquis en matière de formation professionnelle pour prendre en compte les autres zones écologiques (élargissement aux autres pays de la CEDEAO).	10%	
23	Capitaliser et valoriser les connaissances dans les domaines de la gestion intégrée des ravageurs et des maladies des plantes.	60 %	

Tableau 2 : Activités non prévues et réalisées

N°	Activités	Taux de réalisation (%)	Observations
1	Appui à l'élaboration du cadre de vision et de politiques foncières en Afrique	100 %	
2	Appui au GSU/GEF avec l'organisation de l'atelier régional et l'appui au processus GDT	100 %	
3	Contribution du CILSS à la mise en œuvre du Pilier I du PDDAA axé sur la gestion durable des terres et la maîtrise de l'eau en qualité de centre d'excellence du processus et membre du comité de pilotage.	100 %	
4	Contribution à l'organisation et l'animation de rencontre à intérêt régional (Conférence ministérielle sur les résultats du projet IE4Sahel, Conférence Internationale sur les biocarburants	100 %	
5	La représentation de l'institution auprès de partenaires et de cadres de concertation	100 %	
6	La préparation et l'organisation d'ateliers internationaux, notamment (Atelier SARDI, Atelier AGRIS, PRIA, Réunion WACIP, Réunions CILSS- OSS CILSS/PNUD/GEF, Atelier SLM – CILSS/PNUD/GEF ...)	100 %	
7	L'élaboration de projets (réponse aux Appels à Propositions / Appels d'Offres dans le cadre de la commission européenne)	100 %	Une subvention de 750 000 € a été obtenue dans le cadre du programme d'amélioration de la sécurité alimentaire par la fertilité des sols au Burkina Faso)
8	Appui au SIPSA Niger pour la mise en œuvre des activités : mise à jour de la base donnée SNV à 80% (Niger, mali, Burkina Faso, Mauritanie, Guinée Bissau, Sénégal, Tchad)	80 %	
9	Finalisation du rapport sur la contribution d'AGRHYMET au plan de mise en œuvre de USGS/EROS pour la pérennité des activités de télédétection dans les centres régionaux en Afrique	100 %	
10	Enseignement du module « RADAR à Synthèse d'Ouverture » au master IAG du 2IE (groupe EIER/ESHTER) à Ouagadougou	100 %	
11	Organisation de stages sur la réalisation de cartes de prévention des risques d'inondation sur les villes de Bamako, N'Djaména et Niamey	100 %	
12	Participation aux activités du CORAF/WECARD (6 ateliers)	100 %	

2.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007

Les résultats globaux atteints par le PRA/SA/LCD/POP/DEV, tous sites et tous domaines confondus, sont estimés à plus de 74 % de l'ensemble des activités prévues (50% de taux d'exécution) et non prévues (98% de taux d'exécution).

Toutefois, derrière cette moyenne, il y a une variété de situations d'un domaine à l'autre. L'analyse ci-dessous permettra donc de mieux appréhender à la fois les difficultés dans l'atteinte des résultats et l'importance de la progression faite en direction de l'objectif quinquennal du CILSS auquel il est lié.

Le bilan de la réalisation des objectifs pour la période est globalement positif en dépit de quelques disparités liées à la nature et au financement des différentes composantes du PRA/SA-LCD-POP/DEV. Aussi, si pour certains programmes, les financements sont connus d'avance et sûrs, car liés à des projets en cours d'exécution, notamment le Fonds Italie-CILSS/LCD-PRS et l'IREM/LCD et le PREDAS, par contre pour les activités relatives à certaines conventions de financement, notamment celles liées au foncier, au pastoralisme et au volet Sécurité alimentaire, la situation est restée caractérisée par des problèmes de décaissement et/ou une mise à disposition tardive des ressources financières au cours de l'année.

Nonobstant ces contraintes, des résultats importants ont été atteints, contribuant à la réalisation des objectifs du Programme pour l'année. Les objectifs qui n'ont pu être atteints, ou qui l'ont été de manière partielle, sont pour l'essentiel liés à des activités qui n'ont pas obtenu de financement.

- ***Pour la sécurité alimentaire (SA)***

Dans le domaine de la prévention et la gestion des crises alimentaires (PREGEC), s'est poursuivie l'animation régulière du dispositif régional sur le suivi de la sécurité alimentaire qui a vu la participation d'une soixantaine de cadres et d'experts venant des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Ce dispositif a permis d'émettre des avis sur la situation agricole et alimentaire incluant le nombre de personnes vulnérables et les zones à risque ; à ce titre, il a constitué la principale source d'information pour la prise de décision dans l'élaboration des stratégies alimentaires dans les pays concernés, et particulièrement au Sahel.

A titre illustratif, il a été publié récemment un avis conjoint sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (par les pays membres du CILSS et de la CEDEAO et leurs partenaires). Selon cet avis, la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest menacée par les entraves aux échanges régionaux et la flambée des prix des denrées alimentaires au niveau mondial. La production céréalière brute prévisionnelle 2007/2008 révisée pour l'ensemble des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, excepté le Libéria, se chiffre à 48 066 000 tonnes contre 49 121 000 tonnes en 2006/2007. Cependant, cette production est inégalement répartie entre et à

l'intérieur des pays, avec des déficits importants au Sénégal, au Cap-Vert, en Gambie et à l'extrême Nord du Nigéria et du Ghana.

Un tableau de bord des indicateurs nationaux et régionaux de la sécurité alimentaire a été conçu et validé avec la contribution des représentants des neuf pays du CILSS et des partenaires techniques et financiers. Ainsi, des indicateurs consensuels ont été identifiés et retenus, et un plan de mesure de leur performance établi. Un dispositif de suivi-évaluation de ce tableau de bord a également été élaboré ; il définit les acteurs et principales étapes du processus : acteurs impliqués, collecte et analyse des données, utilisation des résultats pour les prises de décision sur les situations d'insécurité alimentaire identifiées.

Dans le domaine de la promotion de la bonne gouvernance de la sécurité alimentaire, une avancée a été enregistrée dans le processus de mise en place et le fonctionnement du secrétariat technique du Conseil Régional de sécurité alimentaire et du Comité exécutif restreint. Ainsi, les documents de base préparés ont fait l'objet d'un examen approfondi et d'amendement lors d'une réunion qui a vu la participation des acteurs nationaux et régionaux de la SA. A cette occasion une feuille de route pour la suite du processus a été élaborée et un groupe restreint mis en place pour son suivi.

Concernant les stratégies nationales de sécurité alimentaire, un diagnostic de leur situation a permis de constater l'existence d'une grande disparité entre pays de la sous-région : il y a des pays qui sont assez avancés dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de leur stratégie nationale, d'autres à peine au stade d'élaboration de leur stratégie et certains autres encore n'ont pas entamé le processus. Une note méthodologique est en cours d'élaboration et permettra d'aider en 2008 les pays dans l'opérationnalisation de ces stratégies dont quatre (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal).

- ***Pour la Nutrition, de la sécurité alimentaire et des politiques publiques (NUSAPPS)***

Les activités qui ont été programmées pour l'année 2007 sont globalement en bonne voie (65%). Une seule activité est à son début de réalisation : l'exploitation et la comparaison des textes et documents de politiques publiques concernant la nutrition et l'étude de sa place dans les Documents de stratégies de réduction de la pauvreté.

Les études diagnostic menées au niveau des pays conjointement par le CILSS et l'IRD ont été achevées par la dernière mission qui a couvert le Cap-Vert en juin 2007. Les rapports fournissent une information portant sur le paysage des acteurs intervenant dans le domaine de la nutrition et sur la cohérence des politiques publiques nationales en nutrition dans l'ensemble des neuf pays du CILSS.

Les pools de réflexion multisectoriels (santé, agriculture, statistiques) sur les questions de nutrition sont désormais effectifs dans les trois pays tests

sélectionnés pour l'année 2007 (Gambie, Niger et Sénégal). La première activité menée par les pools a porté sur une analyse croisée des différentes enquêtes socioéconomiques disponibles pour comprendre les déterminants de la malnutrition et ses liens avec la sécurité alimentaire. La finalisation des rapports pays se poursuivra avec l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) qui est partie prenante dans cette activité.

L'INSAH a réalisé des analyses similaires dans trois autres pays : Burkina, Mali et Tchad (2004). Toute la documentation fournie par ces analyses contribuera à la mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité alimentaire au Sahel.

- **Pour la gestion des ressources naturelles (GRN)**, il y a toujours une diversité de situations à savoir :

Dans le domaine du foncier, les principaux résultats atteints ont consisté en la mise en place d'un Comité interne CILSS et du Comité Régional de Suivi (CRS) de la mise en œuvre de la feuille de route de la charte foncière avec la tenue prochaine de la première réunion du CRS.

Concernant le pastoralisme, aucune activité n'a été réalisée en 2007, faute de financement.

S'agissant du dispositif de suivi de l'occupation des terres et de l'utilisation des sols (LU/LC), des outils d'aide à la décision (brochures, posters) sur les aspects socio-économiques et politico institutionnels destinés aux décideurs ont été élaborés pour la Gambie et le Mali.

Au niveau du suivi de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (CCD), le dispositif de veille environnementale conçu et élaboré en 2006 a connu un début d'opérationnalisation avec l'avancée enregistrée sur l'élaboration des indicateurs de références qui permettront de mettre en œuvre la composante alerte précoce et le suivi à long terme.

Les appuis divers apportés ont permis de finaliser les PAN/LCD de la Guinée-Bissau et de la Sierra Leone. Ce dernier pays pourrait organiser son atelier de validation en 2008 sous réserve de pouvoir mobiliser les ressources nécessaires en complément à celles allouées par le CILSS. Le CILSS aura alors atteint l'objectif qu'il s'est fixé dans ce domaine pour la période 2004-2008, à savoir appuyer l'élaboration des PAN/LCD de la Guinée, de la Guinée Bissau et de la Sierra Leone.

Par ailleurs, en partenariat avec le Mécanisme Mondial, le CILSS devait appuyer techniquement cinq pays dans le cadre de l'opérationnalisation des PAN/LCD dits de première génération. Cet exercice a été mené à terme au Burkina où il a permis à ce pays d'être éligible aux fonds du FEM. Au Niger et au Tchad, le processus est en cours de finalisation avec la mise à la disposition de ces pays (mars 2007) de la deuxième tranche du don 2007 qui leur

permettra de finaliser les activités initiées. Par contre, le processus n'a pu être conduit à terme au Bénin et au Cap Vert.

S'agissant du PASR-AO, suite à une rencontre des chefs de files des groupes thématiques (mars 2007), une étude a été réalisée à l'effet d'examiner les voies et moyens de sa redynamisation et opérationnalisation ; elle sera validée dans les prochains mois.

Une étude sur les arguments économiques en faveur de la GRN dans les pays de la sous région est lancée dans quatre pays. Elle est achevée au Niger et est au stade de collecte des données dans les trois autres pays (Burkina Faso, Mali, Sénégal) pour lesquels les rapports seront disponibles au cours du premier trimestre 2008. Le CILSS a joué, dans cette étude, un rôle de leadership en assurant la coordination technique dans les trois pays.

A ce jour, le programme IREM/LCD a donné lieu au financement de 33 projets d'un montant total d'environ 2 334 000 Euros (1 531 000 000 FCFA), soit 94% du budget alloué aux microprojets. Ces ressources ont permis aux porteurs de projets de : (i) mettre en œuvre les actions diverses (aménagement des terres agricoles et pastorales, amélioration de la fertilité organique des sols, mise en place et gestion de plantations, boisements, arboriculture et agroforesterie, etc.) ; (ii) développer des capacités techniques de gestion des ressources naturelles et de gestion des ressources financières. Ceci a été confirmé par l'évaluation externe qui a montré l'opérationnalité et la valeur ajoutée du programme malgré des contraintes d'ancrage au niveau des pays.

Au niveau du Fonds Italie/CILSS LCD-RPS, malgré les retards accusés dans le décaissement du financement, le bilan est satisfaisant pour les activités qui ont pu être menées. Les fonds d'investissement servant à financer les microprojets étant gérés par l'UNOPS, le CILSS et le ST/CSRP ont contribué à la réalisation des résultats atteints dans les pays d'intervention.

En matière de promotion des énergies domestiques et alternatives (Projet PREDAS), la Gambie et le Cap vert ont adopté leur stratégie d'énergie domestique (SED). Le processus de formulation des plans locaux d'énergie domestique (PLED) se poursuit dans les autres pays concernés. Par ailleurs, le PREDAS a poursuivi ses efforts en termes de consolidation des savoir-faire sahéliens par la capitalisation des expériences, l'organisation de plusieurs sessions de formation et la préparation de nombreuses publications. L'équipe organise activement la deuxième session du marché des énergies renouvelables au Sahel et en Afrique de l'Ouest (MERS-AO) qui se tiendra en 2008 et étend progressivement ses réflexions vers des thèmes émergents (biocarburants, plantations pour la production de bois énergie). Enfin, des projets pilotes ont été mis en œuvre avec des résultats probants sur de nouvelles filières d'énergies domestiques.

- ***En matière de population et développement***

Le bilan de la réalisation des objectifs et résultats est encore partiel pour la période en ce qui concerne la mise à jour des indicateurs démographiques et

socio-économiques pour les périodes 2000-2004 et 2005-2007 ; cependant, la base de données restructurée mise en ligne sur Internet pouvait être interrogée à partir de décembre 2007 par tout utilisateur voulant se faire une idée sur l'évolution des interrelations Population/Sécurité Alimentaire/Environnement au Sahel.

- **Concernant la formation, domaine transversal à la GRN, SA et POP DEV**

Des sessions de formation de base des Ingénieurs et des Techniciens Supérieurs, des formations continues (ateliers, séminaires et stages individuels) soutenues par des activités d'appui à la formation (recherche d'appui à la formation et d'autres activités d'appui) ont été organisées. Le bilan global des activités de formation de base a été de 100%. Ainsi, 90 élèves dont 77 ressortissants des pays membres du CILSS, sont reçus à leur diplôme d'ingénieur en agrométéorologie, hydrologie, Instrument, et en Technicien Sup. PV. En termes de renforcement des capacités des acteurs, 673 producteurs agricoles (dont 150 femmes) ont été formés dans le domaine de transfert de technologies appropriées en vue de favoriser l'amélioration de la productivité agricole. 28 chercheurs au Mali et au Burkina Faso ont été formés dans les TIC de mise en ligne des bases de données sur les technologies agricoles, les pesticides, la base documentaire et le profil socio-économique.

Le tableau ci-dessous donne une vue synoptique de ces principaux résultats atteints par le PRA-SA-LCD/POP/DEV en 2007.

Tableau 3 : Principaux résultats atteints en 2007

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>1. Des fiches techniques sur les stratégies de lutte intégrée contre les nuisibles des cultures sont disponibles ;</p> <p>2. Six (6) nouvelles technologies transférées aux Producteurs Agricoles</p> <p>3. Des prestations de service sont assurées pour élaborer des produits avec les photos CORONA et les SRTM ;</p> <p>4. CDROM contenant données mises à jour disponibles,</p> <p>5. Des prestations de service sont assurées pour élaborer des produits avec les photos CORONA et les SRTM ;</p> <p>6. Nouvelle version de TDBASE produite ;</p> <p>7. Au moins 6 cadres sont formés par pays ;</p> <p>8. 580 Producteurs formés dans le domaine de transfert de technologies</p> <p>9. Le modèle Régional est révisé et mis à jour, toutes les données disponibles y sont intégrées ;</p> <p>10. Les NAS et serveurs sont installés au SE/CILSS et au CRA. Les données sont dupliquées dans les nouveaux locaux</p>	<p>1. Fiches techniques produites sur les stratégies de lutte intégrée contre les nuisibles des cultures</p> <p>2. Neuf (9) nouvelles technologies transférées aux OPA (Burkina Faso et Niger)</p> <p>3. Non réalisé</p> <p>4. Non réalisé</p> <p>5. En retard</p> <p>6. Non réalisé</p> <p>7. Non réalisé</p> <p>8. Au total 673 Producteurs formés dont 150 femmes</p> <p>9. Non réalisé</p> <p>10. Non réalisé</p>	<p>1. Les fiches techniques sont directement intégrées dans la base de données sur les pesticides</p>
<p>11. Disponibilité des profils socio-économiques aux niveaux régional et communal des profils démographiques et socio-économiques</p>	<p>11. Non réalisé</p>	<p>11. La collecte ainsi que la saisie des données pour la période 2000-2004 et 2005-2007 sont en cours. Les données du Niger, du Burkina Faso et de la Mauritanie sont en cours de validation.</p>
<p>12. Deux (2) sessions du CSP sont tenues</p>	<p>12. Deux sessions tenues.</p>	<p>Des Autorisations Provisoires de Vente (APV) et 3 Homologations pour l'utilisation de nouveaux ont été octroyées ; 1 Décision d'interdiction de l'endosulfan</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>13. Comptes rendus de réunion du CRC et Rapports de suivi de mise en œuvre disponibles</p> <p>14. Rapport Réunion de validation technique des réglementations semences</p>	<p>13. L'atelier préparatoire de mise en place du CRC a regroupé 50 experts en biosécurité/biotechnologie et en semences des pays membres de l'UEMOA, du CORAF, d'organisations internationales et du secteur privé.</p> <p>14. Quatre documents sont harmonisés et adoptés sur la réglementation semencière par 17 pays d'Afrique de l'Ouest et Centre</p>	<p>élaborée</p> <p>13. Retard accusé dans la mise en place du CRC-CILSS à cause de son élargissement à la CEDEAO</p>
<p>15. Les experts nationaux sont formés à l'utilisation des BD (énergies domestiques) ;</p> <p>16. 20 chercheurs formés à la mise en ligne des BD</p> <p>17. Les experts nationaux maîtrisent bien les méthodes et outils d'établissement du bilan alimentaire et du profil conjoncturel de la vulnérabilité des ménages ;</p> <p>18. Les responsables des DMN et des SAP ont internalisé la méthodologie CPC et sont capables de répondre aux besoins des décideurs ;</p> <p>19. Vingt neuf (29) élèves ingénieurs en Agrométéorologie ont obtenu leur diplôme de fin d'études dont 19 avec l'appui de l'Union européenne;</p> <p>20. Dix neuf (19) élèves ingénieurs en Hydrologie ont obtenu leur diplôme de fin d'études ;</p> <p>21. Vingt deux (22) élèves ingénieurs en Instruments ont obtenu leur diplôme de fin d'études ;</p> <p>22. Vingt (20) élèves Techniciens Supérieurs en PV ont obtenu leur diplôme de fin d'études ;</p> <p>23. Vingt et un (21) élèves ingénieurs en Protection des Végétaux ont terminé la 2^{ème} année ;</p>	<p>15. Les experts nationaux sont formés à l'utilisation des BD (énergies domestiques)</p> <p>16. 28 (13 Mali et 15 Burkina Faso) chercheurs formés à la mise en ligne des BD</p> <p>17. Les experts nationaux maîtrisent bien les méthodes et outils d'établissement du bilan alimentaire et du profil conjoncturel de la vulnérabilité des ménages ;</p> <p>18. Les responsables des DMN et des SAP ont internalisé la méthodologie CPC et sont capables de répondre aux besoins des décideurs</p> <p>19. Vingt neuf (29) élèves ingénieurs en Agrométéorologie ont obtenu leur diplôme de fin d'études.</p> <p>20. Dix neuf (19) élèves ingénieurs en Hydrologie ont obtenu leur diplôme de fin d'études</p> <p>21. Vingt deux (22) élèves ingénieurs en Instruments ont obtenu leur diplôme de fin d'études</p> <p>22. Vingt (20) élèves Techniciens Supérieurs en PV ont obtenu leur diplôme de fin d'études</p> <p>23. Vingt et un (21) élèves ingénieurs en Protection des Végétaux ont terminé la 2^{ème} année</p>	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>24. Quinze (15) étudiants ont obtenu leur diplôme de fin d'études en GCRN ;</p> <p>25. Au moins 50 agents sont formés sur les nouvelles technologies en matière de SA, GRN/LCD, Pop/développement ;</p> <p>26. Des formateurs du CRA ont suivi un 2ème atelier en FOAD ;</p> <p>27. Dix huit (18) agents des pays sont formés ;</p> <p>28. 18 cadres des pays sont formés en GRN et SA ;</p> <p>29. 18 cadres des pays sont formés en maîtrise de l'eau à la parcelle ;</p>	<p>24. Quinze (15) étudiants ont obtenu leur diplôme de fin d'études en CGRN</p> <p>25. Non réalisé</p> <p>26. Non réalisé</p> <p>27. Dix huit (18) agents des pays ont été formés</p> <p>28. Quinze (15) cadres des pays sont ont été formés en GRN et SA</p> <p>29. 17 cadres sont formés aux outils de collecte</p>	
<p>30. Quatre (4) concertations sous-régionales sur le suivi de la situation agricole et alimentaire sont organisées ;</p> <p>31. L'évaluation préliminaire des récoltes est faite et les bilans céréaliers sont établis pour le CILSS et l'UEMOA ;</p> <p>32. Un SAP est mis en place en Guinée-Bissau, au Sénégal et en Gambie ;</p> <p>33. La situation alimentaire dans les pays est connue ;</p> <p>34. Une méthode d'analyse de la vulnérabilité urbaine est disponible ;</p> <p>35. Le calendrier de prévention des crises (CPCA) est opérationnel dans les 5 pays ;</p> <p>36. Les CNA ont les ressources pour rendre opérationnel le calendrier ;</p>	<p>30. Trois réunions sont organisées dans le cadre du suivi de la campagne agropastorale.</p> <p>31. L'évaluation préliminaire des récoltes est faite et les bilans céréalier et alimentaire sont établis pour le CILSS et l'UEMOA</p> <p>32. Un SAP est mis en place en Guinée Bissau, au Sénégal et en Gambie;</p> <p>33. un avis sur la situation agricole et alimentaire dans les pays est diffusé ;</p> <p>34. Une méthode d'analyse de la vulnérabilité urbaine a été testée au Burkina Faso</p> <p>35. bulletins signalétiques, 1 bulletin de liaison et 1 bulletin bibliographique réalisés. Des ateliers de transfert organisé dans au moins 2 pays ; Six (6) à huit (8) agents des services techniques formés par pays sur le CPCA ; les bulletins d'alerte sont régulièrement diffusés</p> <p>36. Les agents des CNA sont formés sur les outils d'élaboration des conseils</p>	<p>31. Activité réalisée en collaboration avec l'IRD</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>37. Un outil additionnel d'analyse de la sécurité alimentaire est disponible ;</p> <p>38. Un document de vérification de la fiabilité des données est disponible ;</p> <p>39. Une relecture de la charte de l'aide alimentaire est effectuée ;</p> <p>40. Les décideurs et les partenaires sont informés des difficultés des dispositifs nationaux de veille sur la sécurité alimentaire</p>	<p>37. Un outil additionnel est en cours d'élaboration (intégration des données nutritionnelles)</p> <p>38. Un document de vérification de la fiabilité des données (charte de qualité) est disponible,</p> <p>39. Une relecture de la charte de l'aide alimentaire est effectuée.</p> <p>40. Les décideurs ont été informés de l'état de fonctionnement des dispositifs nationaux de veille sur la sécurité alimentaire.</p>	
<p>41. Le document du cadre harmonisé est disponible et transféré dans les pays ;</p> <p>42. Les résultats des tests du cadre harmonisé sont disponibles (GB, Tchad, Gambie) ;</p> <p>43. Le suivi de la vulnérabilité est intégré au dispositif de veille ;</p> <p>44. Le cadre harmonisé est présenté aux décideurs sahéliens</p> <p>45. Les études profils sécurité alimentaire des pays sahéliens sont réalisées</p> <p>46. L'étude sur la consommation alimentaire en milieu rural est réalisée</p> <p>47. L'étude sur la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain est réalisée ;</p> <p>48. Les causes de la malnutrition (par une analyse approfondie des données d'enquêtes démographiques et de santé (EDS) sont connues au Sahel</p>	<p>41. Le document du cadre harmonisé est en cours d'élaboration</p> <p>42. Non réalisé</p> <p>43. Le suivi de la vulnérabilité est intégré au dispositif de l'enquête agricole</p> <p>44. l'approche méthodologique du Cadre harmonisé a été présentée aux acteurs.</p> <p>45. les profils alimentaires des neuf pas du CILSS sont disponibles</p> <p>46. non réalisée</p> <p>47. l'étude a été réalisée au Burkina Faso</p> <p>48. Les déterminants communs de l'état nutritionnel sont identifiés au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. Disponibilité d'un rapport sur les analyses croisées entre données nutritionnelles et pauvreté/sécurité alimentaires ; existence d'une capacité nationale dans chacun des trois pays en termes de protocoles d'analyse et de traitement des données nutritionnelles.</p>	
<p>49. Six (6) SED supplémentaires sont adoptées par les pays ;</p>	<p>49. Deux SED validées techniquement au niveau des pays ont été politiquement adoptées</p>	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>50. Des expériences et bonnes pratiques en énergies sont capitalisées et diffusées ;</p> <p>51. Le test du protocole de suivi est mis en œuvre.</p>	<p>Les rapports finaux des PLED du Sénégal, de la Guinée Bissau et du Burkina Faso sont disponibles.</p> <p>50. Plusieurs publications sont faites et diffusées.</p> <p>51. Les résultats du recensement des sites et outils de suivi des impacts environnementaux sont disponibles et diffusés (site Web du PREDAS, publication) Un protocole de suivi écologique des ressources est disponible</p>	
<p>52. Un document de stratégie sur le pastoralisme au Sahel est disponible ;</p> <p>53. Ateliers nationaux de formation à l'utilisation de la boîte à Outils Toolbox dans deux (2) pays pilotes du CILSS ;</p> <p>54. Un atelier régional sur les textes réglementant le pastoralisme est organisé ;</p> <p>55. 18 cadres sont formés sur le SIG/TDT sur le pastoralisme.</p>	<p>52. Un document de requête pour le financement de la stratégie sur le pastoralisme au Sahel a été élaboré et envoyé à Drylands Development Center (DDC) ;</p> <p>Informations des pays et des points focaux pastoralisme sur le processus d'élaboration d'une stratégie sur le pastoralisme</p> <p>53. Non réalisé</p> <p>54. Non réalisé</p> <p>55. Les cadres ont été formés sur le SIG</p>	
<p>56. Les bilans alimentaires ex-post de 5 pays (BF, CV, Mali, Niger, Sénégal) sont disponibles</p>	<p>56. Le bilan alimentaire ex-post bilan 2006/2007 est produit</p>	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>57. Les pays (Burkina, Mali, Niger, Sénégal) sont visités pour la collecte des données sur les feux de brousse ;</p> <p>58. Les Eleveurs-Maraîchers/Irrigants et Pêcheurs sont formés ;</p> <p>59. Les images haute résolution pour assurer une couverture totale du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest côtière (Images, Landsat, CORONA, Ikonos, quick Bird, etc.) sont disponibles au CRA ;</p> <p>60. Les experts sont formés au traitement et à l’analyse des images haute résolution (2 ateliers de 1 semaine au CRA) ;</p> <p>61. Une prestation de service pour élaborer des produits avec les photos CORONA et les SRTM est engagée;</p> <p>62. Les pays sont équipés en logiciels de traitements d’images dans le cadre de LULC ;</p> <p>63. Des données aériennes et de terrain sur les sites pilotes sont collectées ;</p> <p>64. Un rapport intégré sur l’état de l’environnement régional est disponible</p> <p>65. Nombre de dispositifs nationaux restructurés ;</p> <p>66. Liste d’indicateurs en GRN, produits et stratégie de diffusion des résultats sont disponibles,</p> <p>67. une méthodologie régionale du SIVE est disponible,</p> <p>68. Les acteurs sont informés sur les risques liés à la transhumance</p>	<p>57 Non réalisé</p> <p>58. Non réalisés</p> <p>59 Un rapport sur la pertinence des différents indices rédigé</p> <p>60,61et 62. Non réalisés</p> <p>63. Des données aériennes et de terrain sont collectées ; 5 sites pilotes sont identifiés</p> <p>64. Non réalisé</p> <p>65. Etude en cours</p> <p>66. En cours</p> <p>67. Non réalisé</p> <p>68. Non réalisé</p>	<p>57 Des produits NDVI et cartes des feux (non validées) sont produits</p> <p>64. Cependant, une brochure sur l’adaptation aux changements climatiques est en cours de finalisation en lieu du deuxième REE jugé statique par rapport à l’édition de 2003.</p> <p>66. Etude en cours pour élaborer la situation de référence des indicateurs choisis en vue de l’opérationnalisation du dispositif de veille environnementale</p>
<p>69. Quatre (4) nouveaux projets de LCD pour la société civile mis en œuvre par l’IREMLCD ;</p> <p>70. Un rapport externe d’évaluation et de perspective du programme IREMLCD disponible ;</p> <p>71. Un film sur les actions de LCD de l’IREM/LCD est diffusé ;</p>	<p>69. Trois (3) projets approuvés au Sénégal, Cap Vert et Niger</p> <p>70. L’évaluation des microprojets est achevée et l’évaluation du programme dans son ensemble est achevée.</p> <p>71. Film réalisé mais non diffusé</p>	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>72. 36 fiches de projets IREMLCD mises en ligne ;</p> <p>73. Les recommandations des pays, du ST et les résultats de l'évaluation sont adoptés ;</p> <p>74. Des cartes des villages d'intervention par ZARESE sont disponibles en ligne ;</p> <p>75. Les leçons du FLCD-RPS sont capitalisées dans les stratégies nationales LCD et RP ;</p> <p>76. Les points focaux du S&E sont formés ;</p>	<p>72. Réédition de 100 nouvelles copies dont une grande partie a été distribuée lors du CRIC5 en Argentine et à la COP8 à Madrid</p> <p>73. Les recommandations des pays, du ST et les résultats de l'évaluation ont été mis en œuvre;</p> <p>74. Les cartes des villages d'intervention par ZARESE du FLCDRPS sont disponibles en ligne</p> <p>75. Le Fonds est évalué et des recommandations sont faites pour sa continuation</p> <p>76. Les points focaux ont été formés en S&E et le dispositif de S&E est fonctionnel</p>	
<p>77. Les concertations sur la sécurité alimentaire entre acteurs sont accrues ;</p> <p>78. Une concertation entre acteurs est organisée à l'issue du RCPA;</p> <p>79. Les habitudes alimentaires sont connues ;</p> <p>80. La mise à jour de TDBASE pour le CPCA est assurée en termes de statistiques agricoles et pastorale et de population ; producteurs ;</p> <p>81. Les méthodes de mesures et d'évaluation des pénuries alimentaires existants au Sahel sont connues ;</p> <p>82. Des bulletins signalétiques (3 par an), bulletins de liaison (2 par an) et publications scientifiques sont mis à la disposition des divers utilisateurs dans les pays ;</p> <p>83. Le suivi de risques de crises régionaux et de l'état de la vulnérabilité est mis en place</p>	<p>77. La situation alimentaire prévisionnelle et l'identification des zones et groupes vulnérables sont établies ;</p> <p>78. Le point sur la mise en œuvre des recommandations de la dernière réunion du RCPA est fait</p> <p>79. non réalisé</p> <p>80. Le calendrier de prévention des crises (CPCA) est opérationnel dans les 5 pays.2. Les CNA ont les ressources pour rendre opérationnel le calendrier.</p> <p>81. non réalisé</p> <p>82. Des bulletins signalétiques (3 par an), bulletins de liaison (2 par an) et publications scientifiques sont mis à la disposition des divers utilisateurs dans les pays</p> <p>83. Le suivi de risques de crises régionaux et de l'état de la vulnérabilité a été mis en place.</p>	
<p>84. Les actes de l'atelier de Bamako 2006 sur le foncier disponibles auprès des acteurs (publication et Web) ;</p>	<p>84. Une version grand public (dépliant) de la feuille de route de Bamako 2006 a été éditée;</p>	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>85. Un groupe régional de suivi (CILSS, UEMOA, CEDEAO, ROPPA etc.) est mis en place et se concerta à une périodicité régulière ;</p> <p>86. Mise en place de dispositifs locaux dans chaque site pour la collecte des données sur les conflits liés au pastoralisme;</p> <p>87. Création de structures locales de collecte de données sur le pastoralisme ;</p> <p>88. Implication des points focaux pastoralisme ;</p> <p>89. Les zones à risque de conflits liés à la transhumance au niveau du Burkina Faso, Mali et Niger sont identifiées ;</p> <p>90. Une étude sur les enjeux développement des zones pastorales transfrontalières est disponible ;</p> <p>91. Un atelier de restitution de l'étude sur le pastoralisme est organisé.</p>	<p>85. Par décision N° 000013/SE/SEA/PRA/SA-LCD-POP-DEV, création du Comité régional chargé du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route d'élaboration de la Charte foncière régionale ; les modalités de fonctionnement du Comité régional sont définies</p> <p>86 Non réalisé</p> <p>87. Non réalisé</p> <p>88. Non réalisé</p> <p>89. Non réalisé</p> <p>90. Non réalisé</p> <p>91. Non réalisé</p>	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>92. Les 2 organes de la SOSAR sont mis en place et fonctionnels ;</p> <p>93. Le point, avec l'ensemble des pays et des partenaires extérieurs, de la mise en œuvre du programme quinquennal SA est régulièrement fait ;</p> <p>94. Un dialogue permanent et exigeant est instauré entre les responsables et acteurs sahéliens et les partenaires internationaux sur la sécurité alimentaire ;</p> <p>95. Un dispositif de suivi évaluation des stratégies et politiques SA est disponible ;</p> <p>96. Les SNSA sont opérationnels dans tous les Pays du CILSS ;</p> <p>97. Les dispositifs de pilotage et de suivi évaluation des stratégies nationales sont fonctionnels dans quatre Pays ;</p> <p>98. L'état de rapprochement et de mise en cohérence des politiques nationales est connu ;</p> <p>99. Des conditions minimales d'accès à l'alimentation et aux Services Sociaux de Base plus précises et adaptées au Sahel sont définies.</p>	<p>92. Partiellement réalisé .</p> <p>93. Le point, avec l'ensemble des pays et des partenaires extérieurs, de la mise en œuvre du programme quinquennal SA a été fait lors de la réunion annuelle du Conseil Régional SA .</p> <p>94. Un dialogue permanent et exigeant est instauré entre les responsables et acteurs sahéliens et les partenaires internationaux suite aux rencontres organisées dans le cadre de la bonne gouvernance de la SA. Des indicateurs nationaux et régionaux consensuels de SA sont disponibles ;</p> <p>95. Des indicateurs nationaux et régionaux consensuels de SA sont disponibles.</p> <p>96. Des programmes opérationnels nationaux sont disponibles dans certains pays, et une méthodologie est en cours d'élaboration pour les autres.</p> <p>97. Non réalisé</p> <p>98. Des échanges ont eu lieu sur la nécessité de rapprochement entre le CSSA, le CORESA et les stratégies nationales SA</p> <p>99. Non réalisé</p>	<p>92. Le processus de création des deux organes est très avancé avec l'élaboration d'une Convention-Cadre qui fera l'objet de validation et d'adoption en Avril 2008.</p> <p>97. Aucun dispositif n'est encore fonctionnel (le processus de mise en place est en cours</p> <p>98. Un atelier régional sur l'harmonisation des politiques nationales est prévu en 2008</p>
<p>100. Le plan d'action LCD de Sierra Leone est adopté ;</p> <p>101. L'étude sur l'opérationnalisation du PASR-AO est disponible ;</p> <p>102. Les rencontres des chefs de files et le CRSC sont tenues;</p> <p>103. La table ronde des bailleurs est tenue sur la mise en œuvre du</p>	<p>100. Non totalement réalisé .</p> <p>101. Etude sur la relecture du PASR-AO disponible</p> <p>102. La rencontre des chefs de file des groupes thématiques a été organisée.</p> <p>103. Non réalisé</p>	<p>100. Le PAN de Sierra Leone est disponible mais non encore adopté</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>PASR/AO ;</p> <p>104. Un système d'information en ligne sur les résultats de la composante pilote du projet Changements climatiques (CC) est fonctionnel ;</p> <p>105. Le rapport d'évaluation du projet CC est disponible ;</p> <p>106. Un document de projet de la seconde phase (2008-2012) du projet régional « d'appui aux capacités d'adaptation aux changements climatiques au Sahel est élaboré et disponible ;</p> <p>107. Un plan d'action régional ouest africain d'adaptation aux changements climatiques en collaboration avec la CEDEAO est disponible ;</p> <p>108. L'exécution de l'initiative « UICN/CRA/GWPWAWP » intitulée « Réponse aux Changements Climatiques dans le secteur des ressources eau en Afrique de l'Ouest » sur financement de la banque mondiale est entamée.</p>	<p>104. Non réalisé</p> <p>105. Non réalisé</p> <p>106. Non réalisé</p> <p>107. Non réalisé</p> <p>108. Non réalisé</p>	<p>105. Evaluation prévue en 2008</p>
<p>109. Trois rapports d'études Sahel sur l'impact des investissements dans la GRN au Mali, Burkina et au Sénégal;</p> <p>110. La stratégie de communication des études Sahel est mise en route : des supports de communications sont produits ;</p> <p>111. 40 femmes sont formées dans la récupération des déchets plastiques ;</p> <p>112. Les films sur IREMLCD et sur FLCD-RPS sont diffusés sur les chaînes nationales ;</p> <p>113. Des Side events sur les résultats IREMLCD sont tenus ;</p> <p>114. Les résultats des projets spécifiques CILSS sont accessibles par internet ;</p>	<p>109. Trois ateliers de lancement ont été organisés, Rapports du Sénégal et du Burkina en cours de rédaction</p> <p>110. Tournage d'un film sur les expériences réussies en cours au Sénégal et au Mali ; Une brochure sur les résultats de l'étude au Niger a été élaborée et publiée à l'occasion du CRIC5 tenu à Buenos Aires en mars 2007</p> <p>111. Non réalisé</p> <p>112. Films réalisés en actualisation</p> <p>113. Deux Side events ont été organisés au CRIC5 et à la COP8 sur l'IREM/LCD</p> <p>114. Non réalisé</p>	<p>109. La restitution des résultats des études est prévue pour Mai-Juin 2008 en raison du retard effectif de l'étude</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>115. Des Supports de vulgarisation des acquis LU/LC sont disponibles ;</p> <p>116..La Base de données INSAH est fonctionnelle dans au moins trois pays.</p> <p>117 Un voyage de presse est organisé pour des médias internationaux sur les expériences LCD du CILSS</p>	<p>115. Des Supports de vulgarisation des acquis LU/LC sont disponibles. 4 monographies (2brochures et 2 posters) sur les outils d'aide à la décision des produits LUI/LC sont produits pour le Mali et la Gambie</p> <p>116. La Base de données INSAH est fonctionnelle dans trois pays</p> <p>117. Non réalisé</p>	
<p>118. .La mise en ligne « site web RPCA » des résultats obtenus dans le cadre PREGEC est effective.</p>	<p>118. La mise en ligne est faite en collaboration avec le Club du sahel</p>	
<p>119. Un manuel de procédures d'analyse de risque phytosanitaire pour les sautériaux est disponible ;</p> <p>120..Les activités du projet Criquet Pèlerin sont régulièrement exécutées ;</p> <p>121. La dose minimale du green muscle et l'efficacité du PAN contre le criquet pèlerin sont déterminées et les conditions d'efficacité déterminées ;</p> <p>122..Les structures nationales sont appuyées dans le cadre du Comité Pesticides des Sahéliens (CSP) ;</p> <p>123. Les expériences sont partagées entre acridologues sahéliens et maghrébins ;</p> <p>124. Des informations scientifiques et entomologiques sont partagées ;</p> <p>125..Les connaissances des cadres des SNPV et des producteurs sur les ennemis transfrontaliers sont accrues ;</p> <p>126. Cinq (05) inspecteurs en lutte antiacridienne des SNPV sont formés ;</p> <p>127. Un document de stratégie et de plan d'actions en PV du CILSS est disponible.</p>	<p>119. Le manuel de procédures est disponible</p> <p>120. Les activités du projet sont régulièrement exécutées</p> <p>121. La dose minimale du green muscle et l'efficacité du PAN sont déterminées et les conditions d'efficacité déterminées</p> <p>122. Des appuis sont apportés aux pays dans l'application des règles de conduite édictées par le CSP</p> <p>123. Les expériences sont partagées entre acridologues sahéliens et maghrébins</p> <p>124. Des informations scientifiques et entomologiques sont partagées</p> <p>125 Les connaissances des cadres des SNPV et des producteurs sur les ennemis prédateurs transfrontaliers sont accrues</p> <p>126. Cinq (05) IPV des pays sont formés en lutte antiacridienne</p> <p>127. Un document de stratégie en PV est disponible</p>	

2.5. DIFFICULTES RENCONTREES

Elles sont de plusieurs ordres. On peut noter ce qui suit :

- 1) Dans le domaine de la GRN, la programmation budgétaire a accusé un important retard et le manque de financement pour certains volets a été préjudiciable à l'exécution des activités.
- 2) Le problème de financement de la filière formation au CRA, doit être solutionné au plus vite. Le CRA fournit aux Etats membres le service peut-être le plus tangible offert par le système CILSS, à savoir la formation des cadres dans les domaines d'excellence du CILSS. La pénurie d'ingénieurs et de techniciens dans ces disciplines que connaît la région devrait amener les Etats membres et la CEDEAO à mettre en place des mécanismes financiers mettant la filière formation du CRA à l'abri de pénuries budgétaires.
- 3) La réalisation des activités conduites par les projets et programmes opérationnels (PREDAS, Fonds Italie/CILSS LCD-RPS et IREMLCD) dont la responsabilité première relève souvent des points focaux nationaux est parfois sujette à des retards quand ces derniers ne sont pas très motivés ou pas assez dynamiques.
- 4) On note un manque quantitatif de ressources humaines au sein du CILSS pour faire face aux nouvelles missions dévolues au CILSS dans le cadre de la CEDEAO. L'appui à la mise en œuvre de l'ECOWAP et de l'ECOWEP dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles ne pourra se faire sans une montée en puissance des équipes.

2.6. LEÇONS A TIRER ET PERSPECTIVES

Les leçons apprises et les perspectives qui se dégagent de la mise en œuvre du PO 2007 du PRA-SA-LCD-POP/DEV sont les suivantes :

En termes de leçons apprises

1. La collaboration inter-sites fonctionne mieux grâce à la tenue de retraites de programmation et de réflexion qui associent les experts des trois sites du CILSS. Leur tenue régulière, par exemple deux fois par an, donne aux experts la possibilité de prendre du recul par rapport aux actions du PRA et de participer pleinement au pilotage de ses actions. Cependant, la mise en œuvre des chantiers communs impliquant les trois sites a connu beaucoup de retards, notamment l'opérationnalisation du dispositif de veille environnementale et l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement.
2. Le sous-financement de certaines activités et/ou l'insuffisance des ressources humaines, la précarité du personnel, limitent fortement les capacités d'intervention dans certaines composantes du Programme, notamment la biosécurité, la CCD, le foncier, le

pastoralisme et la recherche en population et développement. Par ailleurs, le manque de financements à court et moyen termes précarise et menace la stabilité des équipes : volet population/développement, activités pérennes de la GRN.

3. Le PRA a du mal pour l'instant à communiquer et capitaliser. Mobiliser en interne plus de ressources humaines thématiques dédiées à l'information et la capitalisation devient nécessaire pour affirmer le statut de centre d'excellence du CILSS.

En termes de perspectives

Le PRA devra faire face en 2008 et dans le cadre du programme de travail 2009-2013 à l'opérationnalisation de l'extension des mandats du CILSS, à savoir :

- Etendre les services à tous les pays de la CEDEAO ;
- Consolider la collaboration avec le NEPAD ;
- Accompagner techniquement la mise en œuvre de l'ECOWAP et de l'ECOWEP en les dotant d'outils opérationnels tels que AGRIS, le SIVE et le CORESA.

Plus spécifiquement, il s'agira pour les équipes du PRA :

- De capitaliser et communiquer sur les impacts économiques des investissements en GRN ;
- De relancer la recherche en population-développement en documentant les dynamiques connexes démographie /sécurité alimentaire /GRN ;
- De s'investir dans de nouvelles dimensions concernant la sécurité alimentaire, dans le cadre du secrétariat technique du CORESA, notamment dans les domaines de l'insécurité alimentaire structurelle et de la malnutrition ;
- De poursuivre le processus de rénovation de l'offre de formation du CRA, en réfléchissant au montage de masters innovants ;
- De rechercher des financements pour maintenir les activités pérennes du CILSS dans le domaine de la GRN et poursuivre les projets spécifiques (IREMLCD, Fonds Italie-CILSS).

III. **P**ROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

3.1. OBJECTIF DU PROGRAMME

Le Programme Régional Accès aux Marchés est en charge de la mise en oeuvre de l'objectif 3000 : « Les Sahéliens (nes) disposent de marchés nationaux et régional dynamiques, fluides et transparents pour les échanges de produits agricoles et agroalimentaires ». Le bilan du niveau des réalisations des objectifs est en grande partie accompli.

3.2. STRATEGIE D'INTERVENTION

La stratégie d'intervention du Programme combine plusieurs instruments à savoir :

- La facilitation des rencontres par la mise en contacts réguliers des différents acteurs du commerce régional des produits agricoles et agroalimentaires ;
- L'augmentation de la visibilité sur les opportunités d'échanges ;
- La mise à disposition régulière de l'information commerciale en vue d'accroître la transparence des marchés et améliorer la fluidification des échanges ;
- Le renforcement des capacités des acteurs directs du marché : OC, OP, et des dispositifs nationaux d'information sur les marchés.

3.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007

La mise en oeuvre du POA 2007 a permis les trois réalisations importantes suivantes :

- La mise en réseau des SIM nationaux a bien avancé avec l'analyse de leurs besoins, leur équipement en matériel informatique et logiciels, ainsi qu'à travers des ateliers de renforcement de leur fonctionnement. Ces ateliers ont été des moments forts de renforcement de capacités. Le lancement d'un bulletin régional de suivi des marchés en Afrique de l'Ouest contribue également à cette mise en réseau qui concerne 8 SIM de la zone CILSS et 4 SIM des pays côtiers.
- La Conférence régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives d'échanges de produits agricoles et alimentaires 2007 s'est tenue à Bamako avec 77 participants représentant les réseaux des opérateurs des filières bétail/viande et céréales, les représentants des SIM nationaux et des opérateurs économiques privés venus de 13 pays de l'espace CEDEAO ;

- L'étude sur les flux transfrontaliers a été présentée et validée lors d'un atelier en juin 2007 à Dakar et les méthodes possibles pour leur suivi en novembre 2007 à Abidjan. Cette étude jette les bases de la mise en place d'un dispositif de suivi de ces flux.

Le tableau suivant résume les principales réalisations de l'année :

Tableau 4 : Etat de réalisation des activités du PO 2007

N°	Activités principales	Taux de réalisation (%)	Observations
1	Mettre les SIM nationaux en réseau	75	
2	Promouvoir un dispositif régional d'information sur les marchés	65	
3	Elaborer une note conceptuelle et méthodologique portant sur un dispositif type	75	
4	Poursuivre les contacts, l'information et l'évaluation des SIM Nationaux	80	
5	Apporter des appuis ponctuels aux SIM nationaux	90	
6	Equiper les SIM nationaux	80	
7	Identifier et choisir les marchés de référence	100	
8	Poursuivre le processus d'harmonisation des méthodes de collecte des données	100	
9	Mettre en place un référentiel de produits et de nomenclature commune	50	
10	Harmoniser les SIM des pays côtiers avec ceux du Sahel	100	
11	Organiser un atelier régional de dynamisation pour la mise en place du SIM Régional	100	
12	Produire et diffuser, en collaboration avec le RESIMAO, un bulletin d'information régional sur le marché	75	
13	Réaliser des études sur les effets des niveaux des prix sur les ménages en termes de revenus et de dépenses alimentaires	0	Cette activité devait être réalisée en relation avec la FAO ; elle a été annulée
14	Développer des outils d'aide à la décision sur les marchés	0	
15	Concevoir un cadre d'analyse de la sécurité alimentaire sur la base des prix intégrés aux outils habituels d'alerte rapide	0	Reportée en 2008
16	Organiser la Conférence Régionale annuelle sur la situation agricole et alimentaire et les opportunités d'échanges au Sahel et en Afrique de l'Ouest	100	
17	Etudier l'impact socio-économique de la	90	

	filrière laitière en Mauritanie et au Mali		
18	Etudier les politiques laitières dans les pays suivants : Mali, Sénégal, Niger, Burkina Faso	90	
19	Renforcer les capacités des réseaux d'acteurs du commerce régional	0	
20	Participer à l'élaboration d'un Plan d'action d'appui aux filières agricoles et agroalimentaires transfrontalières au Sahel et en Afrique de l'Ouest	0	Cette activité n'a pas connu de début de réalisation
21	Etudier les systèmes agropastoraux sahéliens face aux crises : entre gestion des ressources pastorales et marché régional (le cas Niger/ Nigéria) (thème de thèse)	50	
22	Etudier l'intégration régionale et les flux transfrontaliers de céréales au Sahel (thème de thèse)	50	
23	Renforcer le programme régional de soutien aux marchés transfrontaliers	0	
24	Réaliser tous les actes indispensables à la clôture du Projet "Marchés Frontaliers"	90	
25	Organiser la réunion de restitution des résultats du Projet "Marchés Frontaliers"	0	La réunion a été reportée en 2008
26	Elaborer la Phase 2 du Projet Régional d'appui aux "Marchés frontaliers"	35	
27	Organiser l'atelier de validation de l'étude sur les filières et les dispositifs de suivi des filières transfrontalières	100	
28	Participer à l'atelier de réflexion sur les différents postes des bilans céréaliers (Stocks, importations, exportations)	100	
29	Assurer le transfert des systèmes d'information et des outils de suivi des échanges des produits agricoles et agroalimentaires	0	
30	Contribuer à la mise en œuvre des initiatives transfrontalières	100	
31	Appuyer et accompagner les initiatives en matière de transformation et commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires, et diffuser les informations sur les expériences réussies	0	
32	Relancer le Partenariat CILSS-CTA	0	Le CTA exige une masse critique de projets dans deux à trois pays supplémentaires (en plus du Mali et du Tchad) pour apporter son appui.

Tableau 5 : Activités non prévues et réalisées

N°	Activités principales	Taux de réalisation (%)	Observations
1	Participation à l'animation du Réseau de commercialisation des céréales au Burkina Faso. L'ONG Sahel Solidarité et le CILSS sont en partenariat par un Protocole d'Accord de Coopération signé le 16 novembre 2004	100	
2	Participation à la réunion CEDEAO-UEMOA-CTA sur les APE	100	
3	Participer à la réunion conjointe CEDEAO-UEMOA-CILSS sur la mise en place de AGRIS (Agricultural Information Système)	100	
4	Participation à l'atelier du FEWS NET portant analyse des données collectées dans la zone Maradi-Katsina-Kano (MK2)	100	
5	Réunion d'information sur le Programme USAID 2008 à Accra	100	

3.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007

Le bilan d'exécution des activités du PRA se présente comme suit :

Par rapport à la promotion d'un dispositif régional d'information sur les marchés

Les missions d'information et d'évaluation de l'état de fonctionnement des dispositifs nationaux d'information sur les marchés (céréales et bétail) ont été réalisées. Elles ont couvert les pays du Sahel et les pays côtiers. Le rapport élaboré à l'issue de ces missions a été validé au cours de l'atelier régional les 26-27 et 28 juin 2007 à Dakar/Sénégal.

En ce qui concerne les appuis aux SIM Nationaux, les appuis ponctuels ont été apportés et les besoins d'équipement des SIM nationaux et les modalités pratiques ont été définies. Les marchés de référence ont été identifiés dans tous les 11 pays de la CEDEAO ; il reste à choisir ceux qui seront retenus pour la mise en réseau. Mais d'ores et déjà les marchés de Dawanau (Nigéria), Malanville (Bénin), Sikasso (Mali), Bouaké (Côte d'Ivoire), Diaobé (Sénégal) émergent du lot.

Par ailleurs, le processus d'harmonisation des méthodes de collecte des données s'est poursuivi avec les Réseaux des Systèmes d'Information sur les Marchés de l'Afrique de l'Ouest (RESIMAO) avec deux ateliers tenus en 2007. Ces deux ateliers ont permis de réaliser une harmonisation par le haut, notamment pour les SIM ayant adhéré récemment au réseau régional.

Concernant la mise en place d'un référentiel de produits et de nomenclature commune, les TDR ont été élaborés et partagés. L'étude a déjà démarré au Mali et au Sénégal.

Pour ce qui concerne l'harmonisation des SIM des pays côtiers avec ceux du Sahel, le deuxième atelier organisé par le Réseau des SIM avec l'appui du CILSS en novembre 2007, a permis de faire de partager les méthodologies des SIM du Sahel et ceux des pays côtiers.

Par rapport à la dynamisation/mise en place du SIM Régional (formalisant la collaboration avec le RESIMAO), un atelier régional a été organisé du 26 au 28 juin 2007 à Dakar sur le diagnostic des SIM nationaux, l'évaluation de leurs besoins d'appui (technique, renforcement des capacités, méthodologique), les marchés de référence et le dispositif de suivi des flux transfrontaliers.

Trois numéros du bulletin d'information régional sur le marché ont été élaborés et diffusés en collaboration avec le Réseau des Systèmes d'Information sur les Marchés (RESIMAO). Le 4^{ème} bulletin de l'année 2007 est en finalisation.

Enfin, pour les études des effets des niveaux des prix sur les ménages en termes de revenus et de dépenses alimentaires (FAO/SMIAR), elles devraient être réalisées par le SMIAR de la FAO qui les avait envisagées lors de la réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) à Paris en décembre 2006. Le CILSS a pris contact avec la FAO/SMIAR pour mieux préciser les contours exacts de l'étude et l'implication attendue du CILSS. La FAO/SMIAR a indiqué que ladite étude n'a pas finalement été retenue.

Par rapport au renforcement des capacités des réseaux des acteurs du commerce régional

Deux (2) ateliers régionaux de renforcement des capacités ont été organisés en août 2007 à Ouagadougou et en novembre 2007 à Abidjan. Ils ont porté sur l'harmonisation des méthodes de collecte des SIM nationaux des pays du Sahel et des pays côtiers. Par ailleurs, des ateliers nationaux de formation ont été appuyés dans les mêmes pays au profit des agents des SIM nationaux et des opérateurs de la Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail/Viande (COFENABEVI).

Pour la filière bétail, une thèse de doctorat est en cours avec l'appui financier de la convention ACER. L'encadrement est assuré par le Centre Régional AGRHYMET. Pour ce qui concerne la filière céréales, une thèse sera réalisée, mais les recherches de sources de financement sont toujours en cours.

Par rapport au soutien aux « marchés frontaliers »

Dans le cadre de la planification de la deuxième phase du projet « Marchés Frontaliers», les TDR ont été élaborés. L'étude sera réalisée en 2008. Pour ce qui concerne le dispositif de suivi des filières et flux transfrontaliers de produits agricoles et agroalimentaires, l'atelier de validation du rapport de l'étude a été organisé à Dakar du 26 au 28 juin 2007. De même la méthodologie de suivi des flux transfrontaliers a été amendée et validée par les SIM nationaux. L'atelier de lancement des tests du dispositif transfrontalier dans les pays a été organisé en novembre 2007 à Abidjan/Côte d'Ivoire.

L'atelier de lancement de l'opération pilote de la coopération transfrontalière dans la zone MK2 s'est tenu les 18-20 septembre 2007 à Katsina (Nigéria) avec la participation des Autorités du Niger, du Nigéria, du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), du CILSS, de la CEDEAO, du PAM, de FEWS NET et du RESIMAO. Le CSAO a été chargé de fournir un «concept paper» comme support pour une étude à réaliser en vue de proposer activités de renforcement et d'accompagnement de la coopération transfrontalière dans cette zone à cheval entre le Niger et le Nigéria et habitée par le même peuple.

Par rapport à l'appui aux initiatives en matière de transformation et commercialisation des produits agricoles

Pour cette activité, la relance du partenariat CILSS-CTA est en cours et des missions dans des pays (Guinée Bissau, Gambie et Cap Vert) sont envisagées afin de collecter des données et faire des propositions à soumettre au CTA qui exige une masse critique de projets dans deux à trois autres pays pour le financement des projets conjoints.

Tableau 6 : Principaux résultats atteints en 2007

Extrants attendus	Extrants obtenus	Observations
<ol style="list-style-type: none"> 1. Une note conceptuelle et méthodologique est disponible 2. Le diagnostic et les besoins des SIMS nationaux sont établis ; 3. Des appuis ponctuels sont apportés aux SIM à la demande ; 4. Les équipements sont fournis conformément aux besoins des SIM ; 5. Les marchés de référence sont définis ; le document du référentiel et de produits et de nomenclature édité; 6. Les méthodes et concepts de collecte sont mieux harmonisés; 7. l'atelier de dynamisation / mise en place du SIM régional tenu ; les actes de l'atelier disponibles et partagés ; 8. Le bulletin conjoint « CILSS-RESIMAO» sur les marchés est fonctionnel et diffuse régulièrement des informations 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Non réalisé ; 2. Le diagnostic des SIM a été réalisé et validé lors d'un atelier régional ; 3. Des appuis financiers ont été apportés pour la formation des agents de dix (10) SIM (céréales, bétail) et la COFENABEVI 4. quinze (15) SIM céréales, cinq (5) SIM bétail équipés en matériels informatiques, et à une confédération des opérateurs de la filière bétail viande des équipements informatiques à 15 SIMS céréales 5. les marchés de référence sont identifiés; l'étude sur le référentiel et des nomenclatures communes a démarré au Mali et au Sénégal 6. Deux ateliers tenus sur l'harmonisation des méthodes des SIM. 7. l'atelier sur la dynamisation du SIM régional a été tenu 8. Trois (3) bulletins conjoints publiés et un 4^{eme} est en cours. 	

Extrants attendus	Extrants obtenus	Observations
<p>à l'attention des différents acteurs du marché ;</p> <p>9. Les acteurs sont mieux informés de la situation des marchés nationaux;</p> <p>10. Une contribution à une meilleure connaissance de la formation des prix est assurée ;</p> <p>11. Une nomenclature et un référentiel de produits sont élaborés.</p>	<p>9. la contribution réalisée à travers la Conférence régionale et le partage des informations de marchés.</p> <p>10. Non réalisé.</p> <p>11. Non réalisé.</p>	<p>11. l'étude a démarré au Sénégal et au Mali</p>
<p>12. Les agents de collecte formés et mieux outillés pour produire des rapports de qualité;</p> <p>13. Un cadre d'analyse de la SA permettant d'intégrer les prix et les autres informations existe;</p> <p>14. Les conférences contribuent à la diffusion de l'information sur les déficits ou les excédents dégagés suivant les pays et les opportunités d'échanges au Sahel et en Afrique de l'Ouest;</p> <p>15. La visibilité sur les opportunités d'échanges accrue;</p> <p>16. Le document sur les mécanismes d'intégration des marchés disponible et partagé avec les acteurs;</p> <p>17. Le rapport de l'étude d'impact de la filière laitière en Mauritanie disponible et diffusé; des propositions formulées pour l'amélioration de la filière;</p> <p>18. Le document sur les politiques laitières dans la zone UEMOA disponible et partagé avec les différents acteurs</p>	<p>12. deux ateliers sur l'harmonisation des méthodes ont permis de renforcer les capacités des agents des SIM,</p> <p>13. Le cadre d'analyse existe : il s'agit du Cadre harmonisé</p> <p>14. La conférence régionale (CORPAO) a contribué à la diffusion de l'information sur les déficits ou les excédents dégagés suivant les pays et les opportunités d'échanges au Sahel et en Afrique de l'Ouest.</p> <p>15. La visibilité sur les opportunités d'échanges mieux assurée grâce notamment à la CORPAO ;</p> <p>16. Non réalisé</p> <p>17. Non réalisé</p> <p>18. Non réalisé</p>	
<p>19. Les informations sur les opportunités de commerce au Sahel et en Afrique de l'Ouest régulièrement mises à la disposition des opérateurs;</p>	<p>19. Les informations sur les opportunités de commerce au Sahel et en Afrique de l'Ouest ont été mises à la disposition des opérateurs de l'espace ouest africain lors de la CORPAO et à travers les 3 bulletins conjoints ;</p>	

Extrants attendus	Extrants obtenus	Observations
<p>20 La mise en relation des acteurs du commerce régional est renforcée ;</p> <p>21. Les acteurs du commerce régional sont informés sur les dispositions commerciales, fiscales, et douanières au niveau des espaces UEMOA et CEDEAO;</p> <p>22. Les opportunités d'échanges sont plus visibles et des relations d'affaires se sont concrétisées ;</p> <p>23. Une thèse de doctorat portant contribution à une meilleure compréhension de la problématique «gestion ressources naturelles/intégration régionale» est disponible et partagée</p>	<p>20. la mise en relation des acteurs du commerce régional a été renforcée à travers la CORPAO;</p> <p>21. Les acteurs des marchés sont régulièrement informés sur l'évolution du marché grâce au bulletin conjoint ;</p> <p>22.. Les opportunités d'échanges en Afrique de l'Ouest ont été rendues plus visibles à travers la CORPAO ;</p> <p>23. Non réalisée</p>	
<p>24. Le projet « Marchés frontaliers, PMF » est clôturé du point de vue administratif et comptable;</p> <p>25. Les résultats du Projet PMF restitués et partagés et le document de la Phase II du Projet Régional d'appui aux marchés frontaliers disponible;</p> <p>26. L'atelier régional de validation de l'étude sur les filières transfrontalières tenu;</p> <p>27.. Un dispositif de suivi régulier est proposé et partagé avec les acteurs et partenaires ;</p> <p>28. Des mesures proposées pour la facilitation des échanges proposées;</p> <p>29. Les Etats, le CILSS et les Partenaires techniques et financiers actualisent leurs connaissances des filières transfrontalières aux fins d'intervention et d'appui,</p> <p>30. Les différentes composantes des bilans céréaliers sont mieux connues et partagées</p>	<p>24. Non réalisé .</p> <p>25. Non réalisé</p> <p>26. Non réalisé</p> <p>27. Un dispositif régional de suivi des flux a été présenté et validé;</p> <p>28.Des mesures proposées pour la facilitation des échanges lors de la CORPAO ;</p> <p>29. Les Etats, le CILSS et les Partenaires techniques et financiers ont actualisé leurs connaissances des filières transfrontalières et des marchés régionaux aux fins d'intervention et d'appui</p> <p>30. Les différentes composantes des bilans céréaliers ont été actualisées et partagées lors de l'atelier de novembre 2007</p>	<p>24. les rapports financiers et le rapport général final sont disponibles;</p>

Extrants attendus	Extrants obtenus	Observations
<p>31. Les politiques nationales de développement de l'élevage sont réajustées en fonction des l'expérience des «marchés frontaliers»;</p> <p>32. Les autres pays sahéliens font de la promotion des marchés frontaliers un des axes de développement du secteur de l'élevage;</p> <p>33. Le CILSS apporte son appui aux initiatives transfrontalières ;</p> <p>34. Le CILSS marque de plus en plus sa présence aux instances de concertations nationales et régionales sur les initiatives transfrontalières et développe une approche plus communicative et participative.</p>	<p>31. Non réalisé.</p> <p>32. Les autres pays sahéliens font effectivement de la promotion des marchés frontaliers un des axes de développement du secteur de l'élevage;</p> <p>33. Le CILSS a apporté son appui aux initiatives transfrontalières (participation à l'atelier technique régional de Katsina) ;</p> <p>34. Le CILSS a marqué sa présence à travers aux instances de concertations nationales et régionales sur les initiatives transfrontalières et a développé une approche plus communicative et participative (réunion conjointe CEDEAO UEMOA-CTA sur les APE et la détermination des produits sensibles, atelier de FEWSNET en avril 2007 à Dakar sur l'analyse des données de marchés, atelier sur la dynamique MK2 en septembre 2007 à Katsina, réunion UMR/USDA/USAID en octobre 2007 à Dakar)</p>	
<p>35. Les informations, expériences, initiatives et acquis en matière de transformation et commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires sont capitalisés, partagés/ diffusés et valorisés;</p> <p>36. La gestion de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires transformés est améliorée dans l'espace Sahel.</p>	<p>35. Non réalisé</p> <p>36. Non réalisé</p>	<p>35. Cette activité n'a pas encore connu un début de réalisation du fait du manque de masse critique de projets à proposer au CTA.</p>

3.5. DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés rencontrées pour la mise en œuvre du POA 2007 sont les suivantes :

- la non disponibilité des Experts « Marchés » du Programme dans les sites au moment voulu;
- la mise à disposition un peu tardive des fonds ACER II (mi-juin 2007) ;
- les ressources humaines très réduites au niveau de la Coordination du Programme.

3.6. LEÇONS A TIRER

Quatre (4) leçons ou enseignements peuvent être tirés des activités menées :

- le fonctionnement des dispositifs d'information sur les marchés est pour l'essentiel satisfaisant en dépit de quelques contraintes financières et techniques. Le maillage de dispositifs est très important, mais les échanges entre SIM permettent d'améliorer leurs pratiques et leur capacité d'analyse doit être améliorée ;
- la dynamique du commerce régional est bien réelle avec l'augmentation de la visibilité sur les opportunités d'échanges dans l'espace ouest africain. Il y a cependant nécessité d'accompagner le mouvement de mise en réseau des opérateurs car cela contribue à décroiser les marchés et à développer dans la région de stratégies de lobby sur les grandes filières ;
- le CILSS peut occuper une place sur la thématique « marchés » dans la sous-région ouest africaine en développant une capacité d'analyse et de recherche sur ces marchés et en appuyant la mise en réseau des opérateurs.
- les dispositifs d'information nationaux sur les marchés et les réseaux des opérateurs des filières bétail/viande ont accepté de contribuer au fonctionnement du dispositif proposé par le CILSS portant sur le suivi des flux transfrontaliers en Afrique de l'Ouest. Les données tirées de ce dispositif contribueront à mieux connaître les facteurs influant sur la dynamique des échanges et à renseigner les données sur les directions et l'intensité des flux transfrontaliers de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest. Elles contribueront à faire des recommandations raisonnées dans ce domaine.

IV. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LA MAITRISE DE L'EAU

4.1. OBJECTIF DU PROGRAMME

Le Programme Régional d'Appui sur la maîtrise de l'eau (PRA/ME) vise à améliorer durablement les conditions d'accès à l'eau potable et à l'eau agricole dans les pays du CILSS. Ses interventions contribuent à l'atteinte de l'objectif spécifique 20000 du plan de travail 2004-2008 du système CILSS, intitulé : **"La maîtrise de l'eau pour l'amélioration des conditions de vie des populations sahéniennes est renforcée"**.

Pour atteindre cet objectif majeur, les résultats suivants doivent être générés : (i) les productions agro-sylvo-pastorales et l'approvisionnement en eau potable des populations sont sécurisées ; (ii) les populations ont un accès plus sécurisé à l'eau potable ; les politiques et stratégies en matière de gestion intégrée des ressources en eau dans le Sahel sont mieux harmonisées et coordonnées ; (iii) et les acquis du CILSS en matière de maîtrise de l'eau sont capitalisés valorisés et diffusés.

Le PRA/ME est articulé autour de cinq domaines d'actions qui sont :

- L'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau ;
- L'augmentation des ressources en eau mobilisables;
- La gestion des aménagements ;
- L'amélioration de la productivité agricole et la diversification de la production ;
- Le développement de la recherche d'accompagnement dans le domaine de l'irrigation.

4.2. STRATEGIE D'INTERVENTION

La stratégie d'intervention du CILSS porte sur les créneaux complémentaires à ceux des Etats et repose sur trois piliers à savoir :

- Le développement de la petite irrigation en particulier dans les zones les plus vulnérables du Sahel de manière à réduire la fragilité des populations vis-à-vis du risque climatique ;
- La capitalisation et l'extension des expériences probantes dans divers domaines (aménagement des bas fonds, collecte et stockage des eaux de pluies et de ruissellement, exploitation des eaux souterraines par l'utilisation de technologies appropriées et à faibles coûts, ensemencement des nuages pour augmenter les précipitations, etc.) ;

- Le renforcement de capacités, notamment les formations diplômantes et continues.

4.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007

En rappel, le PRA /ME poursuit l'objectif général libellé comme suit : « la maîtrise de l'eau pour l'amélioration des conditions de Vie des populations sahéniennes est renforcée ».

Pour l'atteindre, les résultats suivants doivent être générés : (i) les productions agro-sylvo-pastorales et l'approvisionnement en eau potable des populations sont sécurisées ; (ii) les populations ont un accès plus sécurisé à l'eau potable ; (iii) les politiques et stratégies en matière de gestion intégrée des ressources en eau dans le Sahel sont mieux harmonisées et coordonnées ; (iv) les acquis du CILSS en matière de maîtrise de l'eau sont capitalisés valorisés et diffusés.

Les activités principales prévues dans, le PO 2007 du PRA/ME pour aboutir à ces résultats étaient les suivantes : (i) mettre en œuvre un programme régional d'appui au développement de la petite irrigation au Sahel (PRADPIS) ; (ii) mettre en œuvre un programme régional d'augmentation des précipitations par ensemencement des nuages au Sahel (APENS) ; (iii) promouvoir l'hydraulique rurale au Sahel ; et (iv) accroître le nombre de cadres et techniciens formés dans le domaine de l'eau et élargir les programmes de formation pour prendre en compte les autres zones écologiques (élargissement aux autres pays de la CEDEAO).

Chacune de ces activités a été exécutée à des niveaux différents pendant l'année 2007. Concernant spécifiquement les deux premières (PRADPIS et APENS), leur mise en œuvre devrait se traduire par la mise en place effective de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel, à l'occasion de la 15^{ème} Conférence au Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement. A la date d'aujourd'hui, tous les documents relatifs à la mise en place de cette Coalition sont prêts et on note déjà une manifestation d'intérêt d'un certain nombre de partenaires techniques et financiers à soutenir cette Coalition.

La promotion de l'hydraulique rurale au Sahel, assurée à travers le Programme régional solaire (PRS) dans sa phase II, a été exécutée de manière globalement satisfaisante. Les formations diplômantes en hydrologie au CRA quant à elles ont été totalement effectuées comme prévu avec des résultats touchant non seulement les pays du CILSS, mais aussi ceux de la CEDEAO.

Le détail d'exécution des activités est donné au tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7 : Etat de réalisation des activités du PO 2007

Type	Libellé	Taux de réalisation (%)	Observations
Activités prévues	Mettre en œuvre un programme régional sur la petite irrigation (PRADPIS)	10%	La mise en œuvre du programme ne pourra se réaliser que dans le cadre de la mise en place de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel.
	Mettre en œuvre un programme régional sur les pluies provoquées (APENS)	0%	La mise en œuvre du programme ne pourra se réaliser que dans le cadre de la mise en place de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel.
	Promouvoir l'hydraulique rurale au Sahel	63%	
	Accroître le nombre de cadres et techniciens formés dans le domaine de l'eau et élargir les programmes de formation pour prendre en compte les autres zones écologiques (élargissement aux autres pays de la CEDEAO)	100%	

4.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007

Tableau 8 : Principaux résultats atteints en 2007

Extrants attendus	Extrants obtenus	Observations
1. Le plan de financement du PRADPIS est bouclé à au moins 60%	1. Aucun financement n'a pu être obtenu.	1. L'extrant attendu ne sera effectif que dans le cadre de la mise en place de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel prévue pour 2008. Documents de mise en place de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel disponibles. Cinq adhésions à la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel ont été enregistrées.
2. La conférence ministérielle et la table ronde des bailleurs du programme régional APENS sont tenues en 2007 3. Le CILSS est responsabilisé pour la gestion dudit programme 4. Des annonces de participation au financement du programme sont faites	2. Résultat non atteint 3. Résultat non atteint 4. Résultat non atteint	.
5. La coordination activités de l'année 2007 du Programme PRS II est assurée ; 6. Environ 30% des 500 nouveaux systèmes d'AEP sont installés; et 40% des 280 anciens systèmes d'AEP sont optimisés ; 7. Deux sessions de formation respectivement à Ouagadougou et à Dakar Deux sessions de formation respectivement à Ouagadougou et à Dakar ; 8. Tenue du Comité régional de Pilotage (CRP) et du Comité Directeur Régional (CDR) ; 9. Six (06) Devis-Programmes (DP) sont audités	5. La coordination du PRS 2 a été régulièrement assurée 6. 275 nouvelles réalisations ont été faites ; 257 anciens systèmes sont optimisés. 7. Deux sessions de formations des acteurs du privé ont été organisées 8. Le CRP et le CDR ont été tenus 9. Quatre (4) DP ont été audités.	
10. Dix neuf (19) élèves ingénieurs en Hydrologie ont obtenu leur diplôme de fin d'études.	10. Dix neuf (19) élèves ingénieurs en Hydrologie ont obtenu leur diplôme de fin d'études.	

4.5. DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés rencontrées par le PRA/ME se situent à deux niveaux, mais sont toutes d'ordre financier :

- Le programme régional APENS, malgré son intérêt pour l'ensemble des Etats, tarde à se mettre en œuvre par manque d'action concrète de la part des partenaires financiers contactés. A la date d'aujourd'hui, ni la conférence ministérielle, ni la table-ronde des bailleurs de fonds n'ont encore pu se tenir ;
- Le PRADPIS également souffre d'un manque de financement. Les démarches entreprises auprès de la Banque africaine de développement, principal bailleur ayant manifesté son intérêt, n'ont pas encore débouché sur un engagement financier.

4.6. LEÇONS A TIRER

La maîtrise de l'eau est reconnue comme la clé du développement agricole au Sahel et une voie incontournable pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Cependant, c'est ce domaine qui, paradoxalement souffre d'un manque de financement. C'est donc dire que les efforts de mobilisation de la communauté internationale doivent être poursuivis et renforcés.

Pour réussir la maîtrise de l'eau en vue d'impulser le développement agricole et rural au Sahel, il est indispensable que tous les intervenants dans le secteur de l'eau s'unissent dans l'action. C'est ainsi que le CILSS a décidé de concentrer ses efforts sur la mise en place de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel qui sera un cadre fédérateur de toutes les actions de mobilisation des ressources en eau au Sahel.

Le Programme Régional Solaire (PRS II) a réalisé beaucoup d'infrastructures hydrauliques au profit des populations rurales sahéniennes, mais leur prise en charge par les bénéficiaires est la condition essentielle à remplir pour leur durabilité. Un accent particulier sera désormais mis sur le transfert de compétences à ces populations en vue de leur appropriation des différents ouvrages réalisés.

Le Programme Régional d'Augmentation des Précipitations par Ensemencement des Nuages (APENS) rencontre des difficultés de mobilisation de financements, dues à des considérations institutionnelles. Au regard de l'importance d'un tel programme à l'avenir, les efforts méritent d'être poursuivis pour obtenir l'engagement politique des Etats et financier des bailleurs de fonds, notamment de la Banque islamique de développement.

V. PILOTAGE ET MANAGEMENT

5.1. OBJECTIF DU PROGRAMME

Comme mentionné dans la Convention révisée du CILSS, les Etats membres du CILSS lui ont assigné un mandat qui consiste à s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire, et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et la désertification pour un nouvel équilibre écologique au Sahel.

En exécution de ce mandat, le CILSS s'est fixé comme objectif de « faire autorité dans les domaines de SA, LCD/GRN, maîtrise de l'eau, population et développement au plan sous-régional et international », et ce en s'employant à :

- Améliorer de façon sensible son système de pilotage, de coordination et de gestion ;
- Améliorer son positionnement du Sahel dans les dynamiques sous-régionales au sein de l'Afrique de l'Ouest et dans les débats et négociations internationales;
- Renforcer sa capacité d'anticipation sur les grands enjeux et défis du Sahel en formulant des diagnostics et des réponses pertinentes aux enjeux de développement sahéliens.

Les composantes liées au pilotage concernent la coordination du système CILSS, la gestion financière et comptable, la gestion des ressources humaines, la planification et le suivi-évaluation, la gestion des ressources humaines et la communication.

5.2. STRATEGIE D'INTERVENTION

L'atteinte des résultats et la réalisation de l'objectif sus-mentionné nécessite la mise au point d'une stratégie appropriée. A cet effet, la stratégie adoptée est celle de l'approche-programme qui implique :

- Un Leadership exercé par le CILSS dans la conduite de ses activités. ;
- La définition d'un Cadre Stratégique à long terme décliné en programmes pluriannuels ;
- Le renforcement du partenariat technique et financier ;
- Une approche de gestion rigoureuse axée sur les résultats ;
- Une méthode systématique de consultation des clients et des bénéficiaires ;

- Une gestion rationnelle des ressources humaines.

5.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2007

L'année 2007 a été particulièrement marquée par le changement intervenu à la tête du système CILSS. En effet, le Conseil des ministres tenu en mars 2007 a procédé à la nomination d'un nouveau Secrétaire exécutif, en la personne du Professeur Alhousséïni Bretaudeau, en remplacement de Monsieur Musa Mbenga dont le mandat était arrivé à terme. Le Secrétaire exécutif entrant a pris fonction en mai 2007. Cette prise de fonction a été précédée de travaux préparatoires au niveau des trois sites en vue de réussir la passation de service.

Dans le détail, les activités ont été conduites conformément au plan d'opérations 2007. Leur état de réalisation se présente ainsi qu'il suit :

- En matière de coordination du système CILSS, outre le travail spécifique de coordination et de pilotage assuré par le Secrétaire exécutif, le Secrétaire exécutif adjoint et les Directeurs généraux de l'INSAH et du CRA, les principales activités menées ont concerné surtout l'élargissement du partenariat en direction des autres organisations intergouvernementales et le renforcement du dialogue politique avec les Etats membres. Durant l'année 2007, le CILSS a travaillé à la mise en œuvre du protocole CILSS-CEDEAO, au rapprochement avec l'UEMOA, le CORAF, l'OSS, etc. En particulier, le rapprochement institutionnel CILSS-CEDEAO a fait l'objet de réflexions approfondies et de beaucoup de concertations fructueuses. Le dialogue avec les Etats membres s'est traduit par des missions du Secrétaire exécutif au cours desquelles il a pu rencontrer presque tous les chefs d'Etat et ministres de tutelle du CILSS. Un fait marquant a été le démarrage effectif du Programme de renforcement de capacités (PRC) dans le deuxième semestre de l'année, ayant permis à l'Institution de disposer de nouvelles ressources financières pour améliorer son fonctionnement et ses performances.
- En matière de suivi-évaluation les activités-phares ont concerné la formation des cadres en gestion axée sur les résultats (GAR) et le démarrage de grands chantiers d'importance tels que la politique genre et l'élaboration de la situation de référence des indicateurs dans les pays dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles et l'élaboration d'une base de données sur le suivi-évaluation. A cela, il faut ajouter les appuis multiformes à l'équipe de coordination et de pilotage, ainsi qu'aux différents PRA en planification et suivi-évaluation.
- Dans le domaine de la communication, les efforts se sont poursuivis dans la diffusion des revues telles que Le Flash, les Reflets sahéliens, la revue Etudes et recherches sahéliennes et le Newsletter ; l'accent a été également mis sur la confection d'un document sur les réalisations du CILSS dans les Etats membres de 1973 à 2007. Des films illustrant certaines de ces réalisations ont été montés, et diffusés lors des grandes rencontres avec les partenaires ou de certaines manifestations. La médiatisation du CILSS a été encore plus forte que par le passé et le CILSS a été plus présent dans les organes de presse nationaux

et internationaux (presse écrite, radio et télé). Le fonds documentaire du CILSS s'est enrichi de nouvelles acquisitions.

- La gestion des ressources humaines a été marquée par la poursuite des recrutements en vue de pourvoir aux postes vacants, la description des postes, la confection des plans individuels d'opération, la finalisation des fiches d'évaluation du personnel, la formation des cadres en évaluation du personnel et les appuis aux différents responsables chaque fois que de besoin.
- En matière de gestion financière et comptable, la rigueur a été maintenue sur le respect des procédures édictées par le manuel de procédures administratives, financières et comptables. A cela, il faut ajouter la mise en œuvre des recommandations issues des différents audits et contrôles, la mise à disposition de l'information financière aux partenaires techniques et financiers, et le renforcement des capacités des comptables par des formations sur le SUNSYSTEM.
- Les activités de contrôle administratif, financier et comptable ont été effectuées à travers les missions régulières du Contrôleur interne sur les trois sites et la conduite de l'audit conjoint sur les comptes de l'année 2006.
- La Fondation pour le développement durable du Sahel, ayant bénéficié d'une dotation budgétaire de 120 000 000 FCFA dans le cadre du PRC, a pu tenir la 7^{ème} réunion de son Comité de pilotage qui a constaté également la tenue de la réunion constitutive du Conseil de fondation. Ces deux importantes rencontres ont permis une véritable relance des activités de la Fondation, ouvrant la voie à une opérationnalisation effective de la Fondation à partir de 2008.

De façon résumée, l'état de réalisation des activités de l'équipe de coordination et de pilotage est présenté au tableau 9 ci-dessous :

Tableau 9 : Etat de réalisation des activités

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
Assurer le pilotage et la coordination			
1	Assurer la coordination du système CILSS.	75	L'équipe de coordination et de pilotage a connu l'arrivée d'un nouveau Secrétaire exécutif en remplacement de l'ancien en fin de mandat.
2	Elargir la base de partenariat du CILSS.	100	<p>1. Le rapprochement institutionnel entre le CILSS et la CEDEAO a connu des progrès notables ; une note de convergence CILSS-CEDEAO est en cours d'élaboration.</p> <p>2. Le CGP a déjà été signé par presque tous les partenaires ; il est attendu incessamment sa signature par le Mécanisme mondial ;</p>
3	Renforcer le dialogue politique avec les Etats membres.	75	Malgré les difficultés financières rencontrées, quelques missions ont pu être effectuées dans les Etats membres.
4	Identifier et privilégier les actions à conduire conjointement avec les autres OIG.	90	Beaucoup d'activités conjointes ont été conduites avec les OIG sœurs (système d'information sur la sécurité alimentaire, biosécurité, réglementation des semences régionales, etc.).
5	Contribuer à l'élaboration des politiques de développement rural de la sous-région CEDEAO, UEMOA, Etats membres, etc.	75	Quelques progrès notables ont pu être faits dans le domaine de la SA. Un cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique de l'Ouest et un autre pour l'Afrique ont été élaborés par le CILSS et soumis aux OIG concernées.
6	Renforcer les capacités opérationnelles des CONACILSS.	0	Le manque de financement n'a pas permis de réaliser cette activité qui sera reconduite en 2008 en raison de son importance.
Mettre en œuvre une stratégie opérationnelle de communication			

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
1	Assurer les publications "Flash CILSS, POP Sahel, Reflets Sahéliens", "Newsletter"	40%	Ce taux de réalisation est faible et est imputable à la difficulté d'avoir l'information des différents programmes.
2	Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication auprès des Etats membres sur la prévention des crises.	0%	L'arrivée tardive des fonds PRC n'a pas permis de mener cette activité
3	Former le Top Management et les cadres en techniques de communication	0%	L'arrivée tardive des fonds PRC n'a pas permis de mener cette activité
4	Développer une stratégie d'échange d'information et de travaux inter sites, avec les pays membres et la communauté internationale.	0%	L'arrivée tardive des fonds PRC n'ont pas permis de mener cette activité
5	renforcer les fonds documentaires du CILSS	100%	Des dizaines de nouveaux ouvrages ont été acquis
6	Engager une étude et procéder à l'installation d'un VSAT pour les trois sites	0%	La concertation est engagée avec les informaticiens sur le sujet
7	Créer une base de données sur les projets et acquis du CILSS en matière de politique et stratégie de Sécurité Alimentaire (SA)	10%	Le contrat est signé et le consultant va commencer incessamment son travail
8	Réaliser et diffuser une brochure spéciale sur les acquis du CILSS en matière de LCD/GRN	100%	Cette brochure est disponible

Médiatiser les interventions du CILSS dans les pays

1	Assurer la couverture par les organes de presse nationaux et internationaux des projets du CILSS	100%	Les principales activités ont été couvertes
2	Assurer la couverture médiatique par les organes de presse internationaux des principales manifestations du CILSS	100%	Les dernières instances du CILSS ont été couvertes par les organes de presse ainsi que les principales activités des PRA
3	Assurer la couverture médiatique par les organes de presse internationaux des principales manifestations du CILSS	100%	De nombreuses interviews et reportages dans les organes de presse nationaux et internationaux sur les activités des Responsables de PRA et du SE.
4	Réaliser et diffuser sur les télévisions nationales du CILSS un reportage sur les filières de formations du CRA	40%	Le film est au stade du montage

Assurer la planification et le suivi Evaluation

1	Renforcer les capacités du formateur en gestion axée sur les résultats (GAR).	100%	Le formateur a été formé en Mai 2007
2	Concevoir une base de données sur le suivi-évaluation	40%	La base sera opérationnelle en 2008 après la formation des points focaux dans les sites
3	Elaborer la politique genre du CILSS	25%	1. Les TDR ont été validés 2. La consultation restreinte de sélection des consultants est terminée. 3. L'étude a démarré en novembre

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
			2007
4	Conduire une évaluation interne sur les activités du CILSS dans les pays	10%	1. TDR validés par le système CILSS 2. Démarrage reporté en janvier 2008
5	Elaborer les situations de référence dans les pays sur la sécurité alimentaire, la GRN et les questions de population/développement	40%	1. TDR validés ; 2. 24 experts GRN formés en évaluation stratégique environnementale
6	Appuyer le management et les PRA en matière de planification et suivi-évaluation	100%	Beaucoup d'appuis ont été apportés au management et aux PRA
7	Contrôler la qualité et la fiabilité des informations produites par les sites	60%	Deux missions de contrôle sur les sites (INSAH et CRA) ont permis de s'assurer de la fiabilité et de la pertinence des informations produites. La mission de contrôle à Ouaga n'a pas été réalisée compte tenu du fait que tous les experts n'ont pas été formés en suivi-évaluation
8	Réactualiser le manuel de suivi-évaluation	60%	1. TDR validés par le système CILSS 2. Disponibilité d'une première version révisée
9	Appuyer le management en matière de planification et de suivi-évaluation	100%	Plusieurs appuis apportés
10	Elaborer un manuel de gestion des projets	-	Activité reportée

Assurer la gestion des ressources humaines

1	Développer une politique de recrutement du personnel et des consultants	20%	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC
2	Elaborer une politique de rémunération (évaluation des postes, étude des avantages comparatifs sur le marché de l'emploi, conception d'une nouvelle grille salariale...)	0%	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC
3	Elaborer et valider un manuel de gestion des ressources humaines	0%	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC
4	Définir les profils de l'ensemble des postes	100%	
5	Développer le système de gestion de la performance	40%	
6	Former les gestionnaires des RH dans le suivi et le développement continu de la performance (processus de dialogue, feedback, coaching, counselling, mentoring)	0%	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC
7	Informatiser la gestion des ressources humaines (rendre disponible un logiciel de paie et de	0%	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
	recrutement)		cadre du PRC
8	Elaborer un plan de formation continu (Projet Diagnostic des Besoins en Formation (DBF)	20%	
9	Elaborer un plan de gestion prévisionnel des emplois et des compétences	0%	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC

Assurer la gestion des ressources matérielles et financières

1	Renforcer les capacités du personnel comptable et financier	50	Quelques comptables ont pu bénéficier de formation sur le SUNSYSTEM
2	Réviser le manuel de procédures administratives, financières et comptables	20	Un travail préparatoire a été effectué. L'activité est reportée pour être achevée en 2008
3	Mettre en œuvre l'ensemble des recommandations des différents contrôles internes et externes	75	
4	Produire à temps réel et en qualité l'information financière	50	Cette activité, reconduite pour l'année 2008, sera renforcée dans le cadre de l'approche programme
5	Traiter la comptabilité analytique des projets	0	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC
6	Renforcer les capacités en moyens logistiques et immobiliers	0	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC
7	Sécuriser et l'améliorer l'infrastructure de stockage et de traitement de l'information financière	0	Cette activité sera reconduite et mise en œuvre en 2008 dans le cadre du PRC

Effectuer le contrôle administratif, financier et comptable du système et les audits du CILSS en vue de minimiser le risque financier

1	Faire appliquer strictement les textes de base (règlement financier, manuel de procédures, etc.)	60%	En dehors de certaines insuffisances récurrentes, on relève surtout le retard dans la production des états financiers en fin d'exercice
2	Conduire des contrôles inopinés	-	Il n'y a pas eu de contrôle inopiné au cours de l'année 2007
3	Contrôler la mise en œuvre des différentes recommandations issues des audits externes, du contrôle interne et du Commissariat aux comptes	55%	Des insuffisances récurrentes persistent telles que le suivi inadéquat des avances, le respect des appels à la concurrence, le

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
			retard dans la saisie des opérations
4	Préparer les audits externes	70%	Les tdr des audits externes sont élaborés, en dehors des audits spécifiques PRS II, IREM/LCD, l'audit conjoint de l'exercice 2006 a été effectué en juillet 2007 ; toutefois, le commissariat aux comptes de l'exercice 2007 n'est toujours pas réalisé
5	Améliorer les cadres de coopération avec les partenaires	80%	Le contrôle interne est appuyé par l'USAID et l'UNION EUROPEENNE
6	Appuyer les services de gestion sur des questions et procédures	100%	Les appuis du contrôle interne sont permanents dans la préparation des audits, du fonctionnement normal des services en gestion y compris les sollicitations du top management

Tableau 10 : Activités non prévues et réalisées

Type	Libellé	Taux de réalisation (%)	Observations
Activités non prévues	Tenue de la conférence ministérielle sur l'énergie	100	La conférence a pris des décisions importantes sur les questions énergétiques au Sahel
	Préparation et tenue de la retraite des cadres sur la situation de l'INSAH	100	Un plan d'action quinquennal assorti d'un budget a pu être élaboré et présenté au CPC
	Préparation de la note de convergence CILSS-CEDEAO	100	Cet exercice a permis d'accélérer le rapprochement entre le CILSS et la CEDEAO
	Participation à des grandes conférences à Berlin, Bamako et Florence	100	Le CILSS a tiré un grand intérêt de ces conférences.

5.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2007

- ***Au niveau de la coordination et du pilotage***

- La naissance de l'esprit d'équipe depuis l'année dernière a permis de faire des progrès notables dans les concertations intra-sites et inter-sites. C'est ainsi que les diverses réunions de coordination et de pilotage (réunions de cabinet, conseil de direction, réunions mensuelles) ont été tenues pour permettre de suivre l'état d'exécution du plan d'opérations 2007, d'identifier les contraintes, de proposer et d'appliquer des mesures correctives. A cela il faut ajouter les retraites organisées notamment par le PRA/SA/LCD/Pop.Dév. qui ont été des occasions pour les experts de faire des réflexions communes et de cultiver l'esprit de travail en équipe. Comme d'habitude, des plannings ont été établis pour le suivi des missions des experts, la fourniture des rapports techniques et financiers conformément aux conventions de financement, et la préparation des instances statutaires ;
- Une rencontre de grande importance a été la retraite des cadres du système CILSS pour la relance de l'INSAH. Cette retraite a fourni les bases nécessaires à l'élaboration d'un plan d'actions assorti d'un budget pour la relance de l'INSAH ;
- Le partenariat s'est enrichi avec la signature de nouvelles conventions (Fondation Nature et vie, Save the Children Canada, AVRDC), tandis d'autres sont en cours (ADRAO et CORAF). Les relations de travail avec la Commission de la CEDEAO et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) ont été entretenues et renforcées ;
- En 2007, l'équipe de coordination et de pilotage s'est particulièrement penchée sur le rapprochement institutionnel entre le CILSS et la CEDEAO en exécution de la résolution N° 4/41/CM/2007 du Conseil des Ministres du CILSS tenu en mars 2007. Des concertations multiples ont eu lieu avec les responsables au plus haut niveau du CILSS et de la CEDEAO en vue de préparer ce rapprochement. A l'heure actuelle, une note de convergence CILSS-CEDEAO est en cours de préparation ;
- Le CILSS a fait valoir ses compétences en proposant à diverses OIG des documents de projets et programmes : Sahel Agricultural and Rural Development Initiative (SARDI), Agricultural Information System (AGRIS), Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable pour l'Afrique de l'Ouest (CSSA-AO) et Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable pour l'Afrique (CSSA-A) ;
- Le Cadre général de partenariat entre le CILSS et ses partenaires financiers a enregistré de nouvelles signatures. A l'heure actuelle, il ne reste plus que celle du Mécanisme mondial qui devra intervenir très bientôt ;
- La septième rencontre du Comité des partenaires du CILSS (CPC) s'est tenue le 26 novembre 2006 à Bruxelles. Elle a permis l'examen de bon nombre de

dossiers importants et d'échanger avec les partenaires techniques et financiers sur le financement durable du CILSS.

- ***Au niveau de la communication***

- La prise de conscience progressive par l'équipe de coordination et de pilotage et les cadres de l'importance de la communication pour une institution comme le CILSS constitue un progrès qui mérite d'être signalé. Avec le démarrage du PRC, l'UAM/CID va disposer d'un budget conséquent pour mener à bien ses activités et accroître la visibilité de l'Institution ;
- Une plus grande collaboration s'est instaurée avec les PRA. Cette collaboration s'est traduite par la production de documents de communication sur leurs activités menées au sein des PRA et l'implication du responsable de l'UAM/CID aux retraites des cadres des PRA ;
- Le processus de numérisation du fonds documentaire du CILSS pour sa mise en ligne et d'une base de données sur les projets du CILSS a effectivement démarré. Cette activité importante en termes de valorisation des acquis du CILSS, va permettre de faire connaître tout ce que l'Institution a fait au cours des trois dernières décennies.

- ***Au niveau de la gestion des ressources humaines :***

- Un plan de formation pour tout le système CILSS a été amorcé, prenant en compte les besoins exprimés par le personnel lors des évaluations annuelles. Avec un tel plan, il sera possible d'organiser les formations de façon programmée et selon les ressources financières qui seront obtenues ;
- La description des postes a été effective pour l'ensemble de l'Institution, complétée par les recrutements en vue de pourvoir les différents postes vacants. Il en a été de même pour les plans individuels d'opérations ;
- Un effort particulier a été fait au niveau de l'évaluation du personnel : une formation des cadres à l'évaluation du personnel a été assurée sur tous les sites pour leur permettre de mieux comprendre les nouvelles fiches d'évaluation.

- ***Au niveau de l'administration, des finances et de la comptabilité :***

- L'amélioration de la gestion et de l'information financières constatée déjà en 2006 s'est poursuivie en 2007 avec la fourniture dans les délais des rapports techniques et financiers exigés par les conventions de financement ;
- La qualité de la gestion du système CILSS a été réaffirmée lors de l'audit des comptes de l'année 2006 ;

- Les comptables ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités grâce à la formation qu'ils ont reçue sur le SUNSYSTEM. Cette formation va s'étendre durant l'année 2008 aux responsables et experts.

- ***Au niveau de la planification et du suivi-évaluation :***

Trois réalisations majeures méritent d'être signalées :

- *Ancrage progressif mais décisif de la culture axée vers les résultats* : Les rapports qui sont fournis par les différentes composantes du système CILSS démontrent de plus en plus la valeur ajoutée de l'Institution en termes de changements, d'effets et d'impacts. Le CILSS commence à vendre désormais ses résultats et de moins en moins ses activités. Si au niveau des Programmes régionaux d'appui, l'exigence de reddition de comptes est de plus en plus visible, cet exercice devra être renforcé au niveau des fonctions administratives et de management (fonction financière, ressources humaines et communication) ;
- *Le contrôle de qualité sur les produits du CILSS* : Le système d'exécution du travail des experts étant le « faire faire », il est important pour le management de disposer d'informations fiables et valides. Aussi, de façon systématique, toutes les informations fournies dans les rapports font l'objet a posteriori de contrôle technique, à l'image du contrôle financier. En effet, les pays et les partenaires doivent disposer d'informations fiables, valides, actuelles, précises et intègres. Le contrôle de qualité a couvert l'ensemble des activités financées par l'USAID en 2007 et a permis au CILSS de bénéficier des appuis nécessaires de l'USAID pour les activités démontrant des résultats ;
- *Le processus avancé de mise en place d'une base de données sur le suivi-évaluation* : Avec la base de données qui sera opérationnelle à partir de 2008, il deviendra possible de documenter les réalisations du CILSS dans les pays et dans la sous-région de façon systématique. Il sera ainsi possible aux pays, à partir de cette base de données de consulter au fur et à mesure l'ensemble des interventions faites à leur profit. La base de données viendra combler la difficulté actuellement vécue de faire le bilan exhaustif des réalisations du CILSS dans les pays et la région. Cette base sur le suivi-évaluation inclura des données sur les projets et programmes en 2008.

Tableau 11 : Principaux résultats atteints en 2007

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
Assurer la coordination et le pilotage		
1. Existence d'un programme de formation en leadership et management ; 2. Des formations sont organisées en leadership, en management, en knowledge management ; 3. Existence d'une stratégie genre adaptée au CILSS ; 4. Le CTG est rationalisé et tenu en 2007 ; 5. Trois Conseils de direction et des conseils hebdomadaires par site sont tenus	1. Résultat non atteint 2. Résultat non atteint 3. Résultat non atteint 4. Résultat non atteint 5. Un (1) Conseil de direction a été tenu	Activités (1 à 4) non exécutées pour motif de décaissement tardif des fonds. Activités reprogrammées pour 2008.
Elargir la base du partenariat du CILSS		
1. Un mécanisme durable de financement du CILSS est mis en place ; 2. Les organes du FODECUS sont mis en place et fonctionnent ; 3. La rencontre annuelle du CPC 2007 est tenue ; 4. Quatre réunions des groupes sont tenues par site ; 5. Une convention nouvelle de financement est signée.	1. Résultat non atteint 2. L'Assemblée générale constitutive du Conseil du FODECUS a été tenue en octobre 2007 à Nouakchott. 3. La réunion annuelle du CPC s'est tenue le 26 novembre 2007 à Bruxelles 4. Trois réunions des groupes se sont tenues par site. 5. Aucune convention de financement n'a été signée	1. Activité non exécutée pour motif de décaissement tardif des fonds. Activité reprogrammée pour 2008.
Renforcer le dialogue politique avec les Etats membres		
1. Le top management visite au moins 5 Etats membres sur	1. Le Secrétaire exécutif a été présent dans 7pays du CILSS :	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
des thèmes d'enjeux de la sous-région	Mali, Burkina, Niger, Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Guinée Bissau.	
Identifier et privilégier les actions à conduire conjointement avec les autres OIG		
1. L'impact socio-économique de la grippe aviaire sur les acteurs de la filière avicole est mieux cerné dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (revenus, sécurité alimentaire, emplois, panier de la ménagère).	1. Etude d'impact disponible	
Contribuer à l'élaboration des politiques de développement rural de la sous-région (CEDEAO, UEMOA, etc.)		
1. L'expérience du CILSS est valorisée dans le cadre de l'élaboration de la politique environnementale de l'UEMOA ; 2. Un cadre conceptuel de la mise en œuvre du pilier 3 du NEPAD/PDDA est élaboré.	1. Un projet de politique environnementale de la CEDEAO a été rédigé avec l'implication du CILSS. 2. Un cadre stratégique de la sécurité alimentaire pour l'Afrique de l'Ouest a été élaboré et soumis à la CEDEAO	
Renforcer les capacités opérationnelles des Comités nationaux du CILSS (CONACILSS)		
1. Les SP/CONACILSS sont outillés en GAR pour mieux suivre et rapporter sur les activités du CILSS dans leurs pays	Résultat non atteint	Activité non exécutée par manque de financement, mais programmée pour 2008.
Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle de communication		

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>1. 12 flash ; 4 Reflets Sahéliens ; 12 Newsletter ; 4 Pop Sahel ;</p> <p>2. Une stratégie de communication est disponible ;</p> <p>3. Le top management est formé en technique de communication ;</p> <p>4. Une stratégie d'échange d'information et de travaux inter sites, avec les pays membres et la communauté internationale est développée ;</p> <p>5. Des brochures, (nouvelle brochure des formations de base du CRA) dépliants, plaquettes et autres supports de communication sont réalisés, imprimés et distribués ;</p> <p>6. 2 bulletins signalétiques 2 bulletins de liaison et 1 bulletin bibliographique réalisés ;</p> <p>7. 2 Etudes&Recherches sont publiées; 1 Monographie ;</p> <p>8. Au moins deux rapports d'études sont publiés et diffusés ;</p> <p>9. Dix (10) affiches murales d'indicateurs démographiques et socio-économiques sont confectionnées ;</p> <p>10. Le rapport annuel 2006 du CILSS (y compris un CD Rom) est disponible et distribué aux décideurs politiques et aux autres partenaires ;</p> <p>11. Un système de mise à jour des bases de données des profils est élaboré et décentralisé progressivement vers les pays du CILSS ;</p>	<p>1 Reflet sahélien, 5 Flash CILSS et 2 Newsletter ont été réalisés.</p> <p>2. La stratégie de communication est disponible, mais n'a pu être mise en œuvre au niveau des Etats</p> <p>3. Résultat non atteint</p> <p>4. Résultat non atteint</p> <p>5. Brochures disponibles</p> <p>6. Non réalisé</p> <p>7. Non réalisé</p> <p>8. Non réalisé</p> <p>9. Non réalisé</p> <p>10 Résultat non atteint</p> <p>11. Non réalisé</p>	<p>Activités (3, 4, 10,11, 15 et 17) non exécutées pour motif de décaissement tardif des fonds. Activités reprogrammées pour 2008</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>12. Une base de données d'indicateurs de migration est constituée ;</p> <p>13. Des posters, fiches techniques et dépliants sont réalisés ;</p> <p>14. De nouveaux ouvrages sont mis à la disposition des utilisateurs et le CILSS est abonné aux revues scientifiques et techniques ;</p> <p>15. Tous les documents des centres de documentation du CRA et du SE sont numérisés et archivés ;</p> <p>16. L'étude sur le VSAT est disponible et le VSAT installé ;</p> <p>17. Disponibilité d'une base de données sur les acquis en matière de SA et d'une brochure sur les réalisations en matière de LCD/GRN.</p>	<p>12. Non réalisé</p> <p>13. Des posters, fiches techniques et dépliants ont été réalisés sur la présentation et la vision du CILSS, les activités de sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles.</p> <p>14. Des dizaines de nouveaux ouvrages ont été acquises</p> <p>15. Résultat non atteint</p> <p>16. Résultat non atteint</p> <p>17. Une brochure est disponible sur les réalisations du CILSS de 1973 à 2006.</p>	<p>16. Activité modifiée</p>
Médiatiser les interventions du CILSS dans les pays		
<p>1. 80% des projets/programmes CILSS ont été couverts par les organes de presse d'ici fin décembre 2007 ;</p>	<p>Les principales activités des PRA ont été couvertes par les organes de presse</p>	
<p>2. Les principales manifestations du CILSS (CM, CRPS, 12 Septembre, forum, ateliers régionaux) sont couvertes par les organes de presse ;</p>	<p>La 22^{ème} journée du CILSS, les réunions de la FODECUS et des PRA ont été couvertes par les organes de presse</p>	
<p>3. 50% des déplacements des coordonnateurs des PRA et DG/IS et 80% de ceux du SE et SEA sont couverts par les organes de presse ;</p>	<p>De nombreuses interviews et reportages dans les organes de presse nationaux et internationaux sur les activités des Responsables de PRA, du SE et du SEA.</p>	
<p>4. Un reportage sur le CRA est réalisé et diffusé sur les télévisions nationales et sur TV5.</p>	<p>4. Non réalisé</p>	<p>Activité non exécutées pour motif de décaissement tardif des fonds.</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
Assurer la gestion des ressources humaines		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Disponibilité d'une politique de recrutement du personnel et des consultants ; 2. Disponibilité d'une politique de rémunération (évaluation des postes, étude des avantages comparatifs sur le marché de l'emploi, conception d'une nouvelle grille salariale...) ; 3. Disponibilité d'un manuel de GRH ; 4. Disponibilité d'un plan de gestion prévisionnel des emplois ; 5. Disponibilité d'un plan de formation continue (Projet Diagnostic des Besoins en Formation – DBF); 6. Disponibilité d'un plan de mobilisation des RH ; 7. Existence des plans individuels d'opérations du personnel ; 8. Deux dialogues sont conduits chaque année entre chaque agent et son supérieur hiérarchique ; 9. Les résultats de l'évaluation annuelle sont disponibles au plus tard le 31 décembre de chaque année ; 10. Nombre d'activités de coaching, de mentoring et de counselling sont menées au cours de l'année ; 11. 100% des descriptions des postes sont disponibles ; 12. Les profils de l'ensemble des postes sont définis ; 13. Le système de gestion de la performance est développé ; 14. Les gestionnaires des RH sont 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Résultat non atteint 2. Résultat non atteint 3. Résultat non atteint 4. Résultat non atteint 5. Le plan de formation est disponible 6. Résultat non atteint 7. Les plans individuels d'opérations sont disponibles 8. Résultat non atteint 9. Résultat non atteint 10. Non réalisé 11. Toutes les descriptions de postes sont disponibles 12. Les profils de l'ensemble des postes sont disponibles 13 Non atteint 14. Résultat non atteint 	<p>Activités non exécutées pour motif de décaissement tardif des fonds. Activités reprogrammées pour 2008</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>formés dans le suivi et le développement continu de la performance (processus de dialogue, feedback, coaching, counselling, mentoring) ;</p> <p>15. Le personnel est formé en matière de processus d'évaluation annuelle de la performance ;</p> <p>16. La gestion des ressources humaines est informatisée (disponibilité d'un logiciel adapté)</p>	<p>15. Résultat atteint pour le processus d'évaluation concernant les années 2005 et 2006.</p> <p>16. Résultat non atteint</p>	

Planification Suivi/Evaluation

1. Existence d'un plan stratégique du CILSS à l'horizon 2015 ;	Résultat non atteint	<p>Activités non exécutées pour motif de décaissement tardif des fonds. Activités reprogrammées pour 2008</p>
2. L'ensemble des cadres du top management sont formés en planification stratégique ;	Résultat non atteint	
3. Existence du rapport d'évaluation d'un PRA;	Résultat non atteint	
4. Tous les cadres maîtrisent la GAR ;	Résultat non atteint. Le formateur a été formé en mai 2007	
5. Existence des situations de référence (indicateurs) en GRN dans les pays ;	Processus en cours	
6. Disponibilité du manuel de suivi-évaluation intégrant le volet planification stratégique ;	TDR validés par le système CILSS Disponibilité d'une première version révisée	
7. Existence d'un manuel et des supports simplifiés sur la planification et le suivi-évaluation ;	Résultat non atteint	
8. Existence d'une base de données opérationnelle du système du suivi-évaluation du CILSS ;	8. Résultat non atteint	<p>8. La base sera opérationnelle en 2008 après la formation des points focaux dans les sites</p>
9. 2 à 3 rencontres de planification et de bilan inter-sites sont tenues	9. Quatre retraites de bilan et de programmation des PRA appuyées	
10. Les cadres CILSS maîtrisent les outils d'évaluation stratégique	10. 24 experts GRN formés en évaluation stratégique	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
environnementale (EES)	environnementale	
Assurer la gestion des ressources matérielles et financières		
<p>1. Maîtrise par le personnel comptable du système comptable SYSCOA et du logiciel de gestion SUNSYSTEM ;</p> <p>2. Disponibilité régulière du tableau de bord financier ; du suivi budgétaire, des plans de trésorerie (mensuel, trimestriel, annuel) ;</p> <p>3. Existence du manuel de procédures, révisé et validé ;</p> <p>4. 100% des rapports financiers semestriels, annuels, conventionnels produits à temps et dans la qualité requise ;</p> <p>5. L'exécution technique régulièrement renseignée sur le plan financier ;</p> <p>6. Bilan 2006 disponible en fin mars 2007 ;</p> <p>7. Le niveau de confiance dans la gestion financière du CILSS dépasse 90% ;</p> <p>8. Les frais indirects des projets sont documentés ;</p> <p>9. Disponibilité de logiciels de paie et d'inventaire ;</p> <p>10. Les équipements de communication et informatiques sont sécurisés.</p>	<p>1. Résultat non atteint</p> <p>2. Résultat non atteint</p> <p>3. Résultat non atteint</p> <p>4. 60% atteints</p> <p>5. Résultat non atteint</p> <p>6. Résultat non atteint</p> <p>7. Résultat non atteint</p> <p>8. Résultat non atteint</p> <p>9. Résultat non atteint</p> <p>10. Non atteint</p>	<p>Activités non exécutées pour motif de décaissement tardif des fonds. Activités reprogrammées pour 2008</p>
Effectuer le contrôle administratif, financier et comptable du système et les audits du CILSS en vue de minimiser le risque financier		
1. Les différents textes sont appliqués	Les textes sont appliqués, toutefois certaines insuffisances	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
	persistent : le suivi inadéquat des avances à justifier, le respect strict des appels à concurrence, le retard constaté dans l'élaboration des états financiers, la réalisation des inventaires physiques dans les délais	
2. Au moins 2 contrôles inopinés sont réalisés sur chaque site	Il n'ya pas eu de contrôle inopiné sur l'exercice 2007 ; cependant, des contrôles sur programmes ont été effectués sur les comptes de l'exercice 2007	
3. En fin d'année 100% des recommandations de gestion sont mises en œuvre	Certaines recommandations ont été mises en œuvre, d'autres demeurent toujours en suspens	
Assurer les audits externes du système CILSS		
1. L'audit conjoint 2006 est réalisé;	L'audit de comptes de l'année 2006 a été réalisé	
2. Des rencontres périodiques sont organisées avec les agences de coopération sur la gestion du CILSS ;	Des rencontres ont été tenues avec l'USAID, l'Union Européenne, l'ACDI, DANIDA.	
3. Des rencontres périodiques avec les services de gestion sont organisées.	Des réunions mensuelles de l'UAM/AFC ont été organisées.	

5.5. SITUATION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE

Ce chapitre analysera le financement de l'Institution dans son ensemble. Tout d'abord, après une présentation du budget global de l'exercice 2007, il sera fait le point des ressources reçues selon les origines. Puis, il en sera donné leur état d'exécution au 31 octobre 2007.

5.5.1. Montant du budget 2007

Le budget 2007 du système CILSS adopté au dernier Conseil des Ministres sur proposition du Comité Régional de Programmation et de Suivi (CRPS) se chiffre à 7 809 017 289 FCFA. Ce budget était prévu pour être financé de la manière suivante :

- Partenaires au développement: 7 315 856 838 FCFA soit 93,7% ;
- Contributions Etats Membres et Génération de ressources : 493 160 451 FCFA soit 6,3%.

Au cours de la période sous revue, le CILSS a obtenu d'autres financements auprès des partenaires qui se chiffrent à 468 152 124 FCFA. En intégrant ces financements obtenus au cours de l'exercice, le budget de 2007 s'élève en définitive à 8 277 169 413 et la nouvelle répartition devient ainsi qu'il suit :

- Partenaires au développement : 7 784 008 962 FCFA soit 94,2% ;
- Contributions Etats Membres et Génération de Ressources : 493 160 451 FCFA, soit 5,8%.

5.5.2. Ressources financières

5.5.2.1. Contributions des Etats membres et arriérés de cotisations

Au titre de l'exercice 2007, les contributions attendues des Etats membres du CILSS s'élevaient à 350 339 010 FCFA. Les contributions effectivement reçues à la date du 31 octobre 2007 se chiffrent à 140 135 605 FCFA, soit un taux de recouvrement de 40%. Ce taux est en baisse de 18% par rapport à la contribution perçue au 31 octobre de 2006 qui était de 203 344 872 FCFA. Cette situation ne fait qu'aggraver la tension de trésorerie qui n'était guère réjouissante.

Tableau N°12 : Situation des contributions des Etats membres au 31 octobre 2007 (FCFA)

Etats Membres	Contributions attendues	Contributions versées	Solde	% décaissement
BURKINA FASO	52 550 852	52 550 852	0	100%
CAP VERT	21 020 340		21 020 340	0%
GAMBIE	21 020 340		21 020 340	0%
GUINEE BISSAU	28 027 120		28 027 120	0%
MALI	52 550 852	52 550 852	0	100%
MAURITANIE	35 033 901	35 033 901	0	100%
NIGER	52 550 852		52 550 852	0%
SENEGAL	52 550 852		52 550 852	0%
TCHAD	35 033 901		35 033 901	0%
TOTAUX	350 339 010	140 135 605	210 203 405	40%

Les arriérés de cotisations cumulés au 31 octobre 2007 se chiffrent à 1 008 554 578 FCFA, soit une baisse de 3% par rapport à la situation cumulée au 31 octobre 2006. Cette baisse s'explique d'une part, par le versement par le Tchad de la somme de 175 681 269 FCFA représentant ses arriérés de contributions au 31 décembre 2006, d'autre part, par le paiement de la contribution de 2006 du Niger pour un montant de 52 550 852 FCFA. Malgré ces efforts, la situation demeure préoccupante car l'Institution n'arrive plus à honorer ces engagements vis-à-vis du personnel émargeant sur ces fonds, les fournisseurs et les prestataires de services. Le tableau et la figure ci-dessous illustrent la situation des arriérés des contributions par pays.

Tableau N°13 : Situation des arriérés de contributions des Etats membres au 31 octobre 2007 (FCFA)

Etats Membres	Arriérés de contribution au 31-10-2007				TOTAL	% sur TOTAL
	2004 et antérieur	2005	2006	2007		
BURKINA FASO		0	0		0	0,00%
CAP VERT	45 259 480	21 020 340	21 020 340	21 020 340	108 320 500	10,74%
GAMBIE	0	188 619	10 328 024	21 020 340	31 536 983	3,13%
GUINEE BISSAU	166 066 752	28 027 120	28 027 120	28 027 120	250 148 112	24,80%
MALI	0	0	0		0	0,00%
MAURITANIE	408 703	0	0		408 703	0,04%
NIGER	425 453 823	52 550 852		52 550 852	530 555 527	52,61%
SENEGAL	0	0	0	52 550 852	52 550 852	5,21%
TCHAD				35 033 901	35 033 901	3,47%
TOTAUX	637 188 758	101 786 31	59 375 484	210 203 405	1 008 554 78	100,0%

5.5.2.2. Génération de ressources

Sur un montant de 142 820 411 FCFA attendu au titre de la génération de ressources, 138 853 114 FCFA ont été encaissés, soit un taux d'encaissement de 97%. Ce taux appréciable de mobilisation des ressources propres doit être poursuivi afin de donner au CILSS une meilleure autonomie financière, même si les fonds générés sont pour le moment très faibles comparativement aux recettes reçues des partenaires.

Tableau N°14 : Génération des ressources par site au 31 octobre 2007 (FCFA)

Sites	Recettes budgétisées	Encaissement	Solde	% d'encaissement
A	B	C	D (B-C)	E
Secrétariat Exécutif	26 555 000	32 983 588	- 6 428 588	124,2%
Centre Régional Agrhymet	66 085 000	59 009 034	7 075 966	89,3%
Institut du Sahel	50 180 441	46 860 492	3 319 949	93,4%
TOTAL	142 820 441	138 853 114	3 967 327	97,2%

5.5.2.3. Contributions des partenaires

Au titre de l'exercice en cours, les partenaires du CILSS ont versé 4 323 887 622 FCFA, soit 59,1% des contributions attendues. Le faible niveau d'encaissement enregistré s'explique d'une part, par l'adoption tardive du budget 2007 par les instances du CILSS et d'autre part, par les activités du Programme de renforcement de capacités (PRC) qui viennent tout juste de commencer.

Au cours de la même période, les différents sites du CILSS ont signé des conventions de financement hors budget pour un montant total de 468 152 124 FCFA. Un montant de 338 708 752 FCFA desdites conventions, soit 72%, a été encaissé par le CILSS.

Les fonds reçus des partenaires au développement au 31 octobre 2007, ajoutés aux recettes budgétisées et hors budget se chiffrent à 4 662 596 374 FCFA, soit 60% des contributions attendues. Le détail par site des fonds encaissés est ci-dessous donné.

**Tableau N°15 : Contributions totales des partenaires au 31 octobre
2007 (FCFA)**

Sites	Recettes budgétisées	Encaissement	Solde	% Encaissement
A	B	C	D (B-C)	E
Secrétariat Exécutif	4 579 154 006	2 370 446 417	2 208 707 589	51,8%
Centre Régional Agrhymet	2 105 159 324	1 686 447 916	418 711 408	80,1%
Institut du Sahel	1 099 695 632	605 702 041	493 993 591	55,1%
TOTAL	7 784 008 962	4 662 596 374	3 121 412 588	59,9%

5.5.3. Exécution budgétaire

La situation d'exécution budgétaire au 31 octobre 2007, fait ressortir un cumul d'engagements de dépenses de 3 755 191 927 FCFA sur un budget total de 8 277 169 413 FCFA, dont 7 809 017 289 FCFA adopté en Conseil des Ministres en mars 2007 et 468 152 124 FCFA de financement obtenu en cours d'exercice, soit un taux d'exécution global de 45%. Le faible niveau de consommation est dû à l'adoption tardive du budget intervenue en fin 2007 qui a occasionné la mise à disposition tardive des fonds de certains partenaires. Aussi, les activités du Programme de renforcement de capacités n'ont pas pris totalement leur envol au cours de la période sous revue. Ces facteurs n'ont pas permis une exécution correcte du budget, notamment la rubrique « interventions » qui enregistre un taux de réalisation de 37%. Le tableau ci-dessous illustre les l'exécution budgétaire par rubrique.

**Tableau N°16 : Exécution budgétaire consolidée du Système CILSS 31 octobre
2007 (FCFA)**

RUBRIQUES	Budget 2007 approuvé par le Conseil des Ministres A	Budget en extra B	Budget total 2007 C= A+B	Engagement au 31-10-2007 D	Solde budgétaire E= C-D	Taux de réalisation F= D/C
FRAIS DU PERSONNEL	1 658 370 600	55 127 823	1 713 498 423	1 139 550 196	518 820 404	66,5%
FRAIS GENERAUX	482 609 001	11 954 624	494 563 625	397 192 436	85 416 565	80,3%
INVESTISSEMENTS	203 410 320	53 285 302	256 695 622	78 269 599	125 140 721	30,5%
INTERVENTIONS	5 464 627 368	347 784 375	5 812 411 743	2 140 179 696	3 324 447 672	36,8%
TOTAL	7 809 017 289	468 152 124	8 277 169 413	3 755 191 927	4 053 825 362	45,4%

5.5.4. Trésorerie cumulée

A la date du 31 octobre 2007, le solde de la trésorerie au niveau des différentes banques du CILSS se chiffre à 1 482 831 415 FCFA. Le tableau récapitulatif ci-dessous donne le solde par site.

Tableau N°17 : Trésorerie consolidée au 31 octobre 2007 (FCFA)

Sites	Solde trésorerie
Secrétariat Exécutif	870 115 908
Centre Régional Agrhymet	484 496 995
Institut du Sahel	128 218 512
TOTAL	1 482 831 415

Pour parvenir à ces résultats, le CILSS s'est appuyé sur un personnel composé au total de 138 agents, dont 106 hommes (77%) et 32 femmes (23%). Ce personnel est réparti sur les trois sites de la manière suivante :

- Secrétariat exécutif : 51 agents
- Centre régional AGRHYMET : 60 agents
- INSAH : 27 agents.

Le détail est donné dans les tableaux ci-dessous :

Tableau N°18 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007 du Secrétariat Exécutif

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Hommes	3	23	3	1	6	36
Femmes	0	1	12	2	0	15
Total par catégorie	3	24	15	3	6	51

Tableau N°19 : Mouvement du personnel durant l'année 2007 du Secrétariat Exécutif

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Arrivées	1	5	4		1	11
Départs	1	1	0	0	1	3

Tableau N°20 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007 du Centre régional AGRHYMET

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Hommes	1	28	14	2	6	51
Femmes	0	3	6	0	0	9
Total par catégorie	1	31	20	2	6	60

Tableau N°21 : Mouvement du personnel durant l'année 2007 du Centre régional AGRHYMET

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Arrivées	1	2	0	0	0	3
Départs	0	2	1	0	0	3

Tableau N°22 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007 de l'INSAH

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Hommes	1	10	3	2	3	19
Femmes	0	2	6	0	0	8
Total par catégorie	1	12	9	2	3	27

Tableau N°23 : Mouvement du personnel durant l'année 2007 de l'INSAH

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Arrivées	0	0	0	0	0	0
Départs	0	1	0	1	0	2

**Tableau N°24 : Effectifs du personnel au 31 décembre 2007
du système CILSS**

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Hommes	5	61	20	5	15	106
Femmes	0	6	24	2	0	32
Total par catégorie	5	67	44	7	15	138

**Tableau N°25 : Mouvement du personnel durant l'année 2007
du système CILSS**

	Catégories					Total
	HC	A	B	C	D	
Arrivées	2	7	4	0	1	14
Départs	1	4	1	1	1	8

L'essentiel du personnel est constitué de cadres de la catégorie A (67agents) et de la catégorie B (44 agents). Comme on peut le constater, les femmes restent encore sous-représentées au sein du système CILSS. Mais l'Institution s'est engagée dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique genre à partir de 2008. Au moyen de cette politique, il sera, entre autres, possible de promouvoir le genre, notamment à l'occasion des recrutements de personnel.

Si l'on s'intéresse aux mouvements du personnel de l'année considérée, on note 14 arrivées et 8 départs. Cette mobilité est surtout constatée au niveau des cadres de la catégorie A où l'en enregistre 7 arrivées et 4 départs.

5.6. DIFFICULTES RENCONTREES

La mise en œuvre des activités de coordination et de pilotage a été émaillée de quelques difficultés :

- Le manque de financement s'est révélé encore comme étant le principal problème de l'Institution. Fort heureusement, le démarrage du programme de renforcement de capacités contribuera à la résolution de ce problème dans la mesure où il prévoit une étude complète sur le financement durable du CILSS suivie d'une table-ronde de bailleurs de fonds ;
- La poursuite de la formation au CRA devient particulièrement difficile avec l'arrivée à terme de l'appui danois. Jusqu'à présent, aucune solution définitive n'a été trouvée, mais des manifestations d'intérêt de certains bailleurs commencent à se faire sentir ;
- L'INSAH est toujours confronté à une grave crise financière dans son ensemble et particulièrement au niveau de son département en charge des questions de population et développement. Un plan d'action pour la relance des activités de l'institution a été élaboré à l'issue d'une retraite des cadres du CILSS pour mobiliser auprès des partenaires techniques et financiers du CILSS les financements nécessaires à la relance de l'INSAH, mais ces efforts n'ont pas encore produit les effets escomptés

5.7. LEÇONS A TIRER

Au terme de l'analyse des résultats atteints par l'équipe de coordination et de pilotage, on peut en tirer quelques leçons dignes d'intérêt :

1. La valorisation du travail de l'Institution à travers la mise en image de ses acquis et réalisations constitue sans nul doute un outil important pour la visibilité des actions que le CILSS mène sur le terrain. Cet effort doit être poursuivi et renforcé les années à venir.
2. La culture axée sur les résultats est devenue une réalité au sein de l'Institution. Le CILSS met davantage l'accent sur l'atteinte des résultats plutôt que sur ses activités et commence à se faire mieux connaître à travers ses résultats.
3. Une meilleure prise en compte et une valorisation des ressources humaines seront de nature à accroître les performances et la crédibilité de l'Institution les années à venir.
4. La mise en place d'une base de données en cours sur le suivi-évaluation indique déjà toute l'importance de cet outil pour le CILSS. Elle permettra la systématisation de la mise à jour des réalisations et l'accessibilité des Etats et partenaires à l'ensemble des interventions de l'institution.
5. La signature en cours du cadre général de partenariat avec l'ensemble des principaux partenaires financiers s'avère être un important moyen pour la mise en œuvre de l'approche-programme, adoptée par les instances en décembre 2003 à Nouakchott. Déjà, un certain nombre de partenaires signataires ont fait des propositions concrètes dans le sens de l'expérimentation de l'approche-programme.

6. Le travail en équipe commence à prendre corps au sein du CILSS. L'expérience menée notamment par le PRA/SA/LCD/Pop.Dév. et le PRA/AM a montré l'intérêt d'une telle organisation du travail. En 2008, le PRC aidera à la formation des responsables et experts et à l'implantation des équipes de travail.
7. Le CILSS dispose de capacités et de savoir-faire qu'il peut encore valoriser, en particulier dans l'élaboration des stratégies et politiques régionales. Cela a pu être constaté lors des rencontres sous-régionales ou internationales organisées sur les questions se rapportant à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la désertification.
8. L'élargissement du partenariat entrepris par le CILSS apparaît comme un moyen sûr pour consolider et soutenir l'intégration régionale. Il contribue également à l'accroissement de l'efficacité de l'aide au développement comme demandé dans la Déclaration de Paris sur cette question.

VI. CONCLUSION

Les Programmes régionaux d'appui et les Unités d'appui au management ont consenti des efforts pour conduire les activités dans diverses thématiques liées aux domaines de compétences du CILSS ce qui fait de l'institution un centre d'excellence sur ces thématiques. Cependant, la question du financement à long terme de l'Institution, maintes fois évoquée dans les rencontres avec les Etats membres et les partenaires techniques et financiers, doit trouver une réponse adéquate.

Le CILSS va mettre l'accent au cours de 2008 au renforcement de sa visibilité et dans le cadre de son prochain programme de travail 2009-2013 à l'opérationnalisation de l'extension de ses mandats pour consolider ainsi sa position comme une institution de référence dans la sous-région.